

**PROCES - VERBAL DE LA SEANCE DE CONSEIL MUNICIPAL  
DU VENDREDI 26 JUIN 2015**

Le 26 juin 2015, à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Ville de CREST, régulièrement convoqué, s'est réuni à l'hôtel de ville, en session ordinaire, sous la présidence de Hervé MARITON, Maire.

Date de convocation : 19 juin 2015.

Nombre de Conseillers en exercice au jour de la séance : 29

**Présents :** Hervé MARITON, Jean-Pierre POINT, Audrey CORNEILLE, Béatrice REY, Gilles BON, Anne-Marie CHIROUZE, Céline GEORGEON, Caryl FRAUD ( arrivé à 21 h ) , Jean-Marc MATTRAS, Gisèle CELLIER, Nhàn NGUYEN HUU, Yvan LOMBARD, Danielle LOMBARD, Catherine ANTON, Laurent BOEHM, Valérie ROCHE, Loïc REYMOND, Anne-Laure BOUTEILLE, Alain BÂTIE, Samuel ARNAUD, Michèle LENNON

**Excusés :** Serge INCHELIN, Susanne TEN VELDE, Sylvain COLARDELLE, Danielle BORDERES, Romain GIRAUD, Laure BELLET, Hélène BERTAU, François BOUIS

**Procurations :** Serge INCHELIN à Laurent BOEHM,  
Sylvain COLARDELLE à Audrey CORNEILLE,  
Susanne TEN VELDE à Gisèle CELLIER,  
Danielle BORDERES à Anne-Marie CHIROUZE,  
Romain GIRAUD à Yvan LOMBARD,  
Laure BELLET à Alain BATÎE,  
Hélène BERTAU à Samuel ARNAUD,  
François BOUIS à Michèle LENNON.

**Secrétaire de séance :** Jean-Marc MATTRAS

**ORDRE DU JOUR**

- 1 - Jumelage avec la ville de Slovénie MEDVODE
- 2 - Approbation des comptes administratifs et affectation des résultats - Exercice 2014
- 3 - Approbation des comptes de gestion - Exercice 2014
- 4 - Approbation des budgets supplémentaires – Exercice 2015
- 5 - Bilan des opérations immobilières
- 6 - Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif - Année 2014
- 7 - Rapports annuels du délégataire concernant la délégation de service public pour l'eau potable et l'assainissement collectif - Année 2014
- 8 - Rapport annuel de délégation concernant la DSP des foires et marchés, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars - Année 2014
- 9 - Rapport annuel de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées - Année 2014
- 10 - Rapport d'activités du SDED – Année 2014
- 11 - Rapport annuel de délégation concernant la DSP pour l'activité de LD Equi Services (Lusitanian Dream) - Année 2014
- 12 - Lancement de la révision du Plan Local d'Urbanisme

- 13 – Demande de prorogation du délai de dépôt pour l'Agenda D'Accessibilité Programmée (AD'AP) pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public
- 14 - Approbation de la convention speciale de deversement des eaux usées autres que domestiques de la societe EURIAL dans le reseau public d'assainissement
- 15 - Eau potable : Fixation du montant de la part communale applicable aux collectivites consommatrices en gros
- 16 – Fourniture en eau potable de communes :
  - Convention tripartite avec la commune d'Eurre et la Lyonnaise des Eaux SAS
  - Convention tripartite avec la commune de Divajeu et la Lyonnaise des Eaux SAS
  - Convention tripartite avec la commune de Vaunaveys la Rochette et la Lyonnaise des Eaux SAS
  - Convention tripartite avec les communes de Chabrillan et Divajeu pour la fourniture en eau potable de Chabrillan
- 17 - Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable : Avenant n° 1
- 18 – Dénomination de voies communales quartier d'Arbelet et des Montchauds
- 19 - Déploiement du système d'alerte et d'information de la population (SAIP) :
  - Conventions avec l'Etat relatives au raccordement des sirènes implantées Place du Champ de Mars et rue du Clocher
  - Convention avec l'Etat et la DSDEN 26 relative à l'installation d'une sirène rue Jean Jaurès
- 20 - Convention avec la Fédération Départementale de chasse relative à la gestion du Chemin des Sétéreés
- 21 - Personnel communal : Modification du tableau des effectifs
- 22 - Personnel communal : Mise à disposition d'un fonctionnaire territorial auprès du CCAS de Crest – Information de l'assemblée
- 23 - Personnel communal : Convention avec le Centre de gestion de la FPT de la Drôme pour la mise à disposition d'un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)

\*\_\*\_\*\_\*

Le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance à 20h30.

Monsieur le Maire demande que soit observée une minute de silence pour les victimes des attentats survenus dans la journée.

Il donne ensuite lecture des procurations.

Monsieur le Maire demande s'il y a des questions diverses.

Michèle LENNON constate que des membres du Conseil Municipal sont prévenus de la date au moins un mois à l'avance. Il y a, selon elle, un manque de fair-play, voire de respect, pour les élus de l'opposition d'être prévenu au minimum légal.

Monsieur le Maire, lui répond qu'il y a des dates envisagées qui ne sont pas stabilisées et qui peuvent bouger. Il n'y a aucune information officielle avant que ne soient adressées les convocations qui fixent la date du Conseil. Il précise que c'est en fonction de cette date envisagée d'ailleurs que les élus reçoivent les convocations aux commissions, et cela leur permet d'anticiper la date. Il rappelle que la date définitive n'est fixée qu'au moment de la convocation.

Puis, Monsieur le Maire propose l'élection du secrétaire de séance et présente la candidature de Jean-Marc MATTRAS.

Il n'y a pas d'autres candidats. L'élection se fait à bulletins secrets.

VOTANTS 27 - EXPRIMES 22 - Jean-Marc MATTRAS obtient 21 voix. Céline GEORGEON

obtient 1 voix. Jean-Marc MATTRAS est élu secrétaire de séance.

Enfin, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en vertu des délégations qui lui ont été accordées par délibération du 11 avril 2014 :

2015-292 Fixation des tarifs des glaces proposés à la vente à la Tour de Crest à compter du 10 mai

2015-293 Avenant au contrat avec la SNCF pour le transport d'un voyageur adulte pour le 26 mai lors de la visite de l'Assemblée nationale

2015-294 Convention avec l'association Nanbudo pour la mise à disposition de la salle Coloriage du 23 et 25 octobre

2015-295 Convention avec le Parti socialiste pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 11 mai

2015-296 Avenant au contrat avec la SNCF pour le transport d'un voyageur « enfant » pour le 26 Mai 2015 (visite de l'Assemblée nationale)

2015-297 Contrat de location avec l'office de Tourisme du pays de Crest et de Saillans pour la mise à disposition de locaux place Général de Gaulle

2015-298 Convention avec la coopérative agricole « Les Bergers du soleil » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 10 Juin

2015-299 Contrat de prêt à usage avec le camping « L'Olivier » relatif à la parcelle communale cadastrée ZR 203 pour un an

2015-300 Contrat de prêt à usage avec le camping 'L'Olivier' relatif à la parcelle communale cadastrée ZR 179 pour un an

2015-301 Convention avec l'association « Handi Crampons » pour la mise à disposition de la salle Moulinages du 18 au 20 juin

2015-302 Convention avec la « Société des amis du vieux Crest » pour le prêt de la chapelle des Cordeliers les 23 et 24 mai

2015-303 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 30 rue Paramente, appartenant à M. BUSSIER et TORTEL

2015-304 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 12 rue Porterons, appartenant aux consorts DEJOUX

2015-305 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 5 rue Carcavel, appartenant à M.GAILLARD et Mme DUCLOS

2015-306 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 7 rue Pasteur Boegner, appartenant à M. Alain AUBEL

2015-307 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti , 11 rue Georges Guynemer, appartenant aux consorts SYLVESTRE

2015-308 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 32 avenue Charles Armorin, le Clos Bellevue, lots 2 et 19, appartenant à Mme Nicole GORCE

2015-309 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 29 rue Sadi Carnot et Rue Branly, appartenant à M. et Mme BELLET

2015-310 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 3 rue du Clocher et rue de la Tour, appartenant à M. Alexis HAERINGER

2015-311 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 8 place Gatien Almorice, appartenant à M. et Mme BERTRAND

2015-312 Non exercice du droit de préemption urbain, immeuble bâti, 143 avenue Henri Grand, appartenant à Mme Marie MARIEN

2015-313 Convention avec l'école Anne Pierjean pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 16 juin

2015-314 Convention avec «Les Patoisants de la vallée » pour la mise à disposition de la salle Coloriage les 24 et 29 novembre

2015-315 Cession d'une concession au colombarium dans le cimetière 1 à Mme Renée DELEBREU

2015-316 Convention avec le GRETA pour la formation « budget et fiscalité des collectivités territoriales »

2015-317 Convention avec la CCCPS pour la mise à disposition d'un logement à la Tour du Pin (studio 12) du 29 juin au 31 août

2015-318 Convention avec la CCCPS pour la mise à disposition d'un logement à la Tour du Pin (studio 14) du 1er juin au 31 août

2015-319 Convention avec la Société Protectrice des Animaux pour une mission en vue de lutter contre la prolifération des chats errants

2015-320 Avenant 1 au marché de travaux avec l'entreprise COMA relatif à des travaux modificatifs pour l'autosurveillance du fonctionnement des déversoirs d'orages,

2015-321 Convention tripartite avec l'association AIRE et le CCAS pour la gestion et l'animation des jardins familiaux

2015-322 Avenant 2 avec l'office DAUTREY-FROBERT relatif à une mission complémentaire de la mission 2, étude sectorielle, pour l'embellissement des façades

2015-323 Contrat de location et de maintenance pour un photocopieur couleur avec la société VBS Valence

2015-324 Convention de partenariat avec l'Opéra national de Lyon pour la retransmission du ballet Atvakhbar Rhapsodies le 4 juillet

2015-325 Attribution d'un soutien financier à Melle Carlyle DELIGNY pour un projet d'études de 3 ans à Pekin dans le cadre de « Concrétise tes projets »

2015-326 Convention avec l'ESCVD pour la mise à disposition de la salle des Moulinages le 23 octobre

2015-327 Acceptation du don d'une sculpture intitulée Charlemagne réalisée par Mme MANGIN-VIGREUX lors de la fête médiévale, d'une valeur de 1 500 €,

2015-328 Marché relatif à une mission de maîtrise d'oeuvre avec la société STRATES Ouvrages d'art relative à l'étude de faisabilité pour la mobilité douce au niveau du Pont Frédéric Mistral

2015-329 Convention avec l'association « Just Groov It » pour la mise à disposition de l'école Brassens pour des stages de tango durant l'été

2015-330 Convention avec l'association « Futura » pour la mise à disposition des salles Coloriage, Moulinages du 17 au 31 août 2015 pour le festival

2015-331 Convention avec « l'association libre le Clos Saint-Antoine » pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 19 juin

2015-332 Contrat de prestation avec Lolita RUIZ pour assurer à Crest une démonstration de flamenco au kiosque le 21 juin

2015-333 Convention de partenariat avec l'association Diocésaine de Valence - Paroisse Sainte Famille du Crestois pour une animation musicale le 21 juin

2015-334 Contrat de prestation avec Daniel WALSCHAERTS pour assurer un concert sur la place de l'Eglise le 21 juin

2015-335 Convention de partenariat avec la Chorale des patoisants de la vallée pour une animation musicale le 21 juin

2015-336 Contrat de prestation avec l'association « Machin chouette » pour un concert du groupe « Cosmos 4tet » le 21 juin

2015-337 Contrat de prestation avec l'association « Rockdream » pour un concert de rock le 21 juin

2015-338 Contrat de prestation avec l'école de musique et de danse pour une animation musicale le 21 juin

2015-339 Contrat de prestation avec l'association « Boîte à Frissons » pour une animation musicale le 21 juin

2015-340 Avenant 1 au marché avec la société Alpes Contrôle, lot 1 : conduite d'engins, relatif à la conduite de tracteur agricole, dans le cadre de la mise en œuvre d'actions de formation du personnel

2015-341 Contrat de prestation avec l'association « Brouhaha Fabrik » pour une animation musicale le 21 juin

- 2015-342 Renouvellement de la concession accordée à M. Robert RIALHE au cimetière 1
- 2015-343 Cession d'une concession au cimetière 2 à Mme Alice ARNAUD
- 2015-344 Marché de travaux avec l'entreprise C. CLOT relatif à la création de bassins de rétention, lot 4 clôtures ferronnerie
- 2015-345 Marché de travaux avec CHAPON relatif au renforcement du réseau AEP rue Driss Chraibi
- 2015-346 Marché de travaux avec CHEVAL Frères relatif à la création de bassins de rétention, lot 3 voirie, réseaux secs,
- 2015-347 Marché de travaux avec VALENTE relatif à la création de bassins de rétention, lot 5 espaces verts
- 2015-348 Marché de prestations de services avec SRA SAVAC relatif à un contrôle et une réception du réseau d'assainissement saint-Antoine
- 2015-349 Convention avec la commune et l'association « New Wind » pour la mise à disposition du skatepark
- 2015-350 Convention de partenariat avec la SARL ACRO POLE AVENTURE pour l'animation de descente en rappel du Club Alpin Français le 1<sup>er</sup> juillet
- 2015-351 Convention avec M. et Mme AUBERT pour la mise à disposition de la salle Coloriage le 12 septembre
- 2015-352 Convention avec l'USC Rugby pour la mise à disposition de la salle Moulinages les 11, 17, 18, 24 25 30 octobre
- 2015-353 Convention avec les Amis de la Terre Drôme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 29 Juin
- 2015-354 Convention avec le Département de la Drôme pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 1er juillet
- 2015-355 Convention avec l'USC Basket Crest-Saillans pour la mise à disposition de la salle Moulinages le 22 novembre pour un loto
- 2015-356 Convention avec l'USC Cyclotourisme le 17 juillet 2015 pour la mise à disposition de la salle des Acacias
- 2015-357 Convention de mise à disposition de la salle Coloriage le 26 septembre pour M. Bernard EMERY
- 2015-358 Convention avec l'ACCA pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 8 août
- 2015-359 Contrat avec la Poste pour l'envoi du Crest Info Spécial pour les communes avoisinantes

2015-360 Convention avec L'USC Neige et Cimes pour la mise à disposition de la salle des Acacias le 26 Juin

2015-361 Convention de partenariat avec le centre équestre pour organiser des promenades à poney au centre ville

2015-362 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble bâti sis 13 rue Molière appartenant aux consorts REYMOND

2015-363 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble bâti sis 18 rue Paramente, appartenant à Mme Marie-Ange PALMA

2015-364 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble bâti sis 24-26-28 avenue Adrien Fayolle appartenant à FAURIEL Investissements

2015-365 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble bâti sis avenue Félix Rozier appartenant à la SCI LE GARAGE

2015-366 Non exercice du droit de préemption urbain Immeuble bâti sis avenue Charles Armorin appartenant à Mme MURE

2015-367 Non exercice du droit de préemption urbain Immeuble bâti sis 35 rue Archinard appartenant à M. et Mme Nicolas HUET

2015-368 Non exercice du droit de préemption urbain Immeuble bâti 6 rue Victor Hugo, appartenant à M. et Mme BARNIER

2015-369 Non exercice du droit de préemption urbain immeuble bâti 3 rue des Ecoles et rue Rochefort appartenant à Mme BROGI

Samuel ARNAUD demande une précision concernant la décision 2015-328. Il voudrait savoir le contenu de la décision.

Hervé MARITON lui répond qu'il s'agit d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la ville, pour une réflexion préalable pour le projet de passerelle le long du pont Frédéric Mistral.

Il rappelle que la réalisation d'une passerelle permettant une meilleure circulation des piétons et des cyclistes sur cet axe fait partie des engagements pris lors des élections municipales. Il précise que c'est un travail d'approche de préparation à cette réalisation et qu'il convient de réfléchir aux différentes hypothèses. C'est sur ce travail là que porte ce marché.

Samuel ARNAUD demande si plusieurs projets sont envisagés pour la passerelle le long du pont Frédéric MISTRAL.

Hervé MARITON indique que différentes hypothèses sont envisagées, comme l'élargissement du trottoir actuel, une hypothèse d'encorbellement ou encore la création d'une passerelle voisine.

Samuel ARNAUD demande si les projets de travaux seront présentés lors d'un prochain conseil.

Hervé MARITON répond qu'il y aura rapidement un retour devant le Conseil Municipal mais aussi

une concertation avec la population.

Jean-Pierre POINT annonce qu'à ce jour qu'il y a eu une rencontre entre les différents acteurs du projets (Bureau Étude, Services Départementaux, les Bâtiments de France et les responsables déplacement du Conseil Départemental) pour voir dans un premier temps les contraintes et les faisabilités. Il y aura par la suite en fonction des cahiers des charges la présentation de plusieurs scenarii possibles et c'est à ce moment là, qu'il y aura une concertation sur le sujet, ensuite, une présentations des divers choix possibles à la population.

Il précise que la passerelle indépendante n'est pas exclue et va être étudiée.

Monsieur le Maire informe ensuite l'assemblée de la naissance de Maëlia, fille d'Emmanuelle FOLCHER, chargée de mission Agenda 21, le 6 juin 2015 et de Fabien FOLCHER.

Il annonce également plusieurs décès.

Maurice DELEBREU décédé le 23 mai, à l'âge de 62 ans, père de Christophe DELEBREU agent technique.

Thierry MONOD décédé le 4 juin, à l'âge de 87 ans. Monsieur MONOD a été un ancien conseiller municipal de mars 1989 à juin 1995.

Nina ALCAMO décédée le 20 juin, à l'âge de 25 ans. Elle était la fille de Monsieur ALCAMO, ancien adjoint de 1989 à 1995.

Jimmy VOEGTLE décédé le 24 juin, à l'âge de 16 ans.

Enfin, il propose l'adoption du compte-rendu de la dernière séance. Celui-ci n'appelant pas d'observations, il est mis au vote.

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adopté.

### **1 – Jumelage avec la ville de Slovénie de « MEDVODE »**

Loic REYMOND, rapporteur du dossier annonce que l'année 2015 marque le 35ème anniversaire du jumelage avec NIDDA et CROMER et le 15ème anniversaire avec PONTE SAN NICOLO, la commune a souhaité s'impliquer dans un nouveau partenariat avec une ville de Slovénie, ancienne république formant la Yougoslavie, ayant acquis son indépendance en juin 1991 et membre de l'Union-Européenne, depuis le 1er mai 2004.

La ville de MEDVODE, est située à une dizaine de kilomètres au Nord de la capitale LJUBLJANA. Plusieurs rencontres ont déjà eu lieu avec les représentants de la ville de MEDVODE, une autre aura lieu pour la Saint-Ferréol en septembre 2015. MEDVODE compte près de 15 000 habitants. Riche d'un patrimoine culturel et touristique, le jumelage avec cette commune aura pour objectif de promouvoir les échanges entre les deux communes dans le domaine du tourisme, de la culture, de la jeunesse, à l'image de ceux existants avec les villes de NIDDA, CROMER et PONTE SAN NICOLO.

Hervé MARITON explique que le projet est de matérialiser et signer le jumelage à la Saint-Ferréol. Il demande à Loic REYMOND si les slovènes sont d'accord sur le calendrier.

Loic REYMOND affirme qu'ils sont d'accords.

Hervé MARITON rappelle que c'est le résultat d'un long cheminement, en particulier grâce à l'initiative d'Henri EYRAUD. Lorsqu'il était Conseiller général de CREST et Président du Comité départemental du tourisme, il avait développé les échanges touristiques entre la Drôme et la



Slovénie et que depuis nombreuses années il avait proposé ce lien.

De plus, il y a déjà eu une sorte de mission exploratoire et des échanges à plusieurs reprises. Les amis slovènes sont déjà venus à CREST et ils étaient très présents, l'an dernier à la Fête Médiévale et ils sont motivés.

Monsieur le Maire précise que le comité de jumelage est d'accord.

Il y a eu une volonté de ne pas conclure ce jumelage plus tôt car il fallait vérifier qu'il y ait une vraie intention et une stabilité de cette intention coté slovène.

Il indique qu'avec PONTE SAN NICOLO il y avait eu un sentiment à l'époque que cela avait été signé un peu vite, mais au final, ce jumelage est une réussite car il est très vivant, très actif et il mobilise les jeunes.

MEDVODE n'est pas loin de PONTE SAN NICOLO et de la province de Padoue, cela peut être pratique pour les déplacements.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur expose à l'assemblée que le premier jumelage s'est déroulé le 5 septembre 1980, avec la ville de NIDDA, située dans le land de Hesse, en Allemagne. Le 21 septembre 1980, la commune s'est jumelée avec CROMER, village côtier du comté de Norfolk en Angleterre. Celui avec la ville de PONTE SAN NICOLO, dans la province de Padoue en Italie s'est déroulé le 23 septembre 2000.*

*Alors que l'année 2015 marque le 35ème anniversaire du jumelage avec Nidda et Cromer et le 15ème anniversaire avec Ponté San Nicolo, la commune a souhaité s'impliquer dans un nouveau partenariat avec une ville de Slovénie, ancienne république formant la Yougoslavie, ayant acquis son indépendance en juin 1991, et membre de l'Union Européenne depuis le 1er mai 2004.*

*Ainsi plusieurs rencontres ont été organisées avec les représentants de la ville de MEDVODE, située à une dizaine de kilomètres au Nord de la capitale Ljubljana, dans la région de la Haute-Carniole.*

*Forte de 15 000 habitants, cette ville est riche d'un patrimoine culturel et touristique avec le château de Gorican, le lac de Zbilje, les rivières Sora et Save, les Alpes Juliennes.*

*La conclusion de ce jumelage a pour objectif de promouvoir des échanges dans le domaine du tourisme, de la culture, de la jeunesse, à l'image de ceux existants avec les villes de Cromer, Nidda ou Ponte San Nicolò.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu les premiers contacts avec la ville de MEDVODE et ses représentants,*

*Vu l'avis du Comité de Jumelage,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECIDE de jumeler avec la commune de MEDVODE, située dans région de la Haute-Carniole en Slovénie,*

*APPROUVE le serment de jumelage entre les deux communes,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant, à signer tout document relatif à ce dossier. »*

VOTANTS 28 – EXPRIMES 28 – POUR 28 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

*Arrivée de Caryl FRAUD à 21h00*

## **2 - Approbation des comptes administratifs et affectation des résultats - Exercice 2014**

Jean-Pierre POINT, rapporteur du dossier, invite l'assemblée à se prononcer sur l'approbation des comptes administratifs du budget principal et des budgets annexes de la ville pour l'année 2014. Le compte administratif consolidé, pour l'année 2014, s'élève à 13 880 135,01 € en dépenses et à 14 445 730,25 € en recettes. Après leur approbation, il conviendra de procéder à l'affectation des résultats pour chacun des budgets. Le résultat consolidé est de 236 110,52 €, auquel s'ajoute 18 016,03 € pour la Régie de la Tour.

Le compte administratif est la présentation des résultats de l'exercice écoulé. Ensuite, il sera procédé à l'affectation des résultats.

Cette consolidation concerne le budget de la commune et les budgets annexes :

- le BIE
- la ZAC
- l'Eau
- et l'assainissement

Cette consolidation ne comprend pas la Régie de la Tour de Crest qui bénéficie de l'autonomie financière et dont les dépenses s'élèvent à 307 882,06 € et les recettes s'élèvent à 326 825,09 €.

### **LE BUDGET GÉNÉRAL DE LA COMMUNE**

Le compte administratif 2014 prend en compte la création de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, créée au 1er janvier 2014.

L'année 2014 a été donc consacrée au transfert des compétences vers le nouvel établissement public, tout en poursuivant la qualité du service rendu aux Crestois.

Le compte administratif 2014 retrace donc, tant en dépenses qu'en recettes, la déduction des écritures liées aux compétences transférées.

Ces déductions expliquent les différences de montants que l'on constate entre le compte administratif 2013 et celui de 2014.

Deux éléments caractérisent ce compte administratif :

- en fonctionnement, un excédent de 677 827,27 € car nous avons :
  - une bonne maîtrise des dépenses réelles avec une diminution de 3,31 %
  - la baisse des recettes réelles s'explique entre autre par la mise en place de la FPU et l'absence de ventes
- deuxième élément, l'investissement avec un montant de dépenses d'équipement de 1 947 045,29 €

Un recours à l'emprunt inférieur au capital remboursé, permettant le désendettement de la collectivité (désendettement 22 467,84 €, après transfert de certains emprunts à la 3CPS)

### **Les dépenses de fonctionnement**

- Les charges à caractère général (chapitre 011) augmentent (+ 13,07 %) par rapport à l'exercice 2013
  - ✓ La principale dépense de ce chapitre concerne, le remboursement à la 3CPS de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères encaissée par la ville (article 62876 pour 704 224,80 €)
  - ✓ Ce chapitre retrace également le travail effectué pour l'entretien des bâtiments communaux et des voiries, les dépenses liées aux consommations d'énergie
  - ✓ A l'article 6228, on trouve la maintenance et la télésurveillance des bâtiments de la ville, la participation de la ville aux journées de la prévention routière. C'est sur cet article que l'on trouve aussi la certification « Qualiville » du service accueil dans le cadre de la démarche qualité.
  - ✓ L'article 6232 retrace la saison culturelle, la fête médiévale
- Les charges de personnels (chapitre 012) présentent une diminution par rapport à 2013 de 6,41 %, suite au transfert de certains agents à la 3CPS.
- Les dépenses du chapitre 65 « autres charges de gestion courante » diminuent de 18,45 %.
  - ✓ Cette diminution concerne essentiellement la subvention versée au CCAS qui passe de 807 250 € à 594 600 €. Cette baisse est liée au transfert de la compétence petite enfance à la 3CPS.
  - ✓ La baisse des subventions versées aux associations (18,79 %) s'explique par le transfert de certaines subventions à la 3CPS (OT, Marathon, mission locale)
  - ✓ Les diverses contributions payées à l'article 6558 concernent notamment la prévention spécialisée qui prend en compte la part d'Aouste sur Sye dont le remboursement est enregistré à l'article 74748 et la participation aux écoles privées.

- Le chapitre 66 « frais financiers »

Le montant réel des frais financiers s'élève à 389 125,91 €. Ce montant correspond aux dépenses réglées sur le chapitre 66 déduction faite du remboursement par la 3CPS des intérêts des emprunts transférés (article 76232).

On retrouve sur ce chapitre le résultat de la politique de désendettement engagée par la collectivité.

L'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement s'élève à 8 960 946,08 €. Si l'on y rajoute les opérations d'ordre, l'ensemble des dépenses de fonctionnement s'élève à 9 223 840,41 € Toujours en faisant le cumul des colonnes mandats émis et charges rattachées.

### **Les recettes de fonctionnement**

- Les produits des services, chapitre 70, augmentent de 75,83 %

On retrouve sur ce chapitre, à l'article 70876, la somme de 264 724 € relative au remboursement par la 3CPS des dépenses payées initialement par la ville. Ce montant justifie la progression du chapitre.

Ce chapitre retrace également les recettes des différents services (cantine, saison culturelle, terrasse)

- Le chapitre 73 diminue de 3,79 %
- ✓ Cette diminution est relative à la mise en place de la fiscalité professionnelle unique (FPU)
- ✓ Sur l'article 73111 "taxes foncières et d'habitation", un rôle supplémentaire de 10 455 € a été encaissé sur 2014
- ✓ A l'article 7321 on trouve l'attribution de compensation versée par la 3CPS suite aux transferts de compétences
- ✓ Les droits de mutation, article 7381, ont diminué de 22,46 %

- Le chapitre 74 « dotations et participations » baisse de 25,90 %

Cette baisse s'affiche essentiellement sur la dotation forfaitaire (DGF) dont la partie relative à la compensation taxe professionnelle a été transférée à la 3CPS ainsi que sur les compensations TH dont une partie a été aussi transférée à la 3CPS

- ✓ Sur les articles 7473 « subventions département » et 74748 « participations des autres communes » on retrouve les versements du département et de la commune d'Aouste sur Sye dus au titre de la prévention spécialisée.
- ✓ Sur l'article 74718 « subvention état » on retrouve la participation de l'Etat pour les titres sécurisés (passeports), la sécurité routière et la mise en place du service minimum dans les écoles
- ✓ L'article 7472 « subvention région » retrace, entre autre, l'aide pour la fête médiévale et la saison culturelle au titre du CDDRA.

- Le chapitre 75 « autres produits de gestion courante » progresse de 1 %.

- ✓ Cette augmentation concerne les loyers et les charges correspondantes.

- Le chapitre 013 « atténuation de charges » (- 48,49 %). On retrouve sur ce chapitre le remboursement d'assurance du salaire des agents en congés maternité, maladie ou accident du travail.

- Le chapitre 77 « produits exceptionnels » fait apparaître une forte diminution (-65,66 %)

- ✓ Cette baisse se justifie par l'absence de cessions sur 2014.

Le total des recettes de fonctionnement s'élève à 9 681 889,98 €;

La différence entre les dépenses et recettes de fonctionnement fait apparaître un excédent de 677 827,27 €.

### **Les dépenses d'investissement**

Les dépenses d'équipement sont en baisse par rapport à 2013 (- 19 %)

Pour 2014, le ratio des dépenses d'équipement est de 234 €/habitant, contre 296 € en 2013.

A noter, au chapitre 21 l'acquisition de mobilier et d'équipement informatique pour les écoles, d'un camion et de matériels divers pour la gestion des services de la ville.

Sur le chapitre 23, les travaux engagés par la ville en 2014 concernent essentiellement : les huisseries de l'école de musique, la toiture de l'école Chandeneux, la réalisation d'un colombarium.

On trouve également des travaux de voirie et d'urbanisme avec l'aménagement de l'avenue Henri Grand, la protection contre les inondations Impasse Védrines, l'aménagement du square du 8 Mai,

de l'impasse des Mines, du skate park, divers travaux de voirie aux Sétéreés, quartier St Vincent, Quai Reynier et dans le cadre du PAE de Saint Antoine, l'extension du réseau d'éclairage public....

Au niveau des réalisations, les dépenses réelles d'investissement, hors opération de construction du gymnase HQE pour laquelle une convention de mandat a été passée avec le Département, ont été réalisées à 84,64 % des crédits inscrits (contre 80,20 % en 2013).

Si on prend en compte les restes à réaliser, les dépenses atteignent 96,11 %.

Le total des dépenses d'investissement de la commune s'élève à 3 600 375,59 € dont 2 885 509,56 € de dépenses réelles. Les restes à réaliser qui s'élèvent à 480 228 € seront repris au budget supplémentaire 2015.

La différence entre les dépenses d'investissement et les dépenses réelles correspond aux opérations d'ordre comptable (amortissement subventions).

### **Les recettes d'investissement**

Elles auront été assurées par l'autofinancement, l'emprunt, les dotations et les subventions. La part la plus importante de subventions aura été assurée par l'Etat.

Le recours à l'emprunt a été réalisé à hauteur de 840 000 €. Ce montant, inférieur au capital remboursé, permet le désendettement de la commune.

L'ensemble des recettes d'investissement s'élève à 3 245 307,64 € .

La réalisation des recettes réelles d'investissement, toujours hors opération construction du gymnase HQE, atteint 91,70 % des crédits inscrits.

Compte tenu du résultat de l'ensemble des sections et des restes à réaliser, le budget général de la commune présente cette année un résultat positif de 102 561,32€ (219 777,70 € en 2013)

## **LE BUDGET D'IMMOBILIER D'ENTREPRISES**

Les dépenses et recettes de ce budget ont été transférées à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

On retrouve sur l'exercice 2014, uniquement les écritures de début d'exercice émises avant le transfert.

Ce budget présente un excédent de fonctionnement de 41 053,51 € et un excédent d'investissement de 45 891,54 €.

Ce budget sera clôturé sur l'exercice 2015 et ces résultats seront repris au sur le budget général de la commune.

## **LE BUDGET DE LA ZAC DE LA CONDAMINE**

La principale opération retracée dans ce budget concerne l'encaissement des recettes de l'occupation du domaine public par Mc'DO (article 70323).

Ce budget présente un résultat déficitaire de 69 149,07 €.

Tout comme le Budget Immobilier d'Entreprises, le budget de la ZAC de la Condamine sera clôturé

sur l'exercice 2014 et les résultats seront repris sur le budget général de la commune.

### **LE BUDGET DE L'EAU**

Ce budget a été bien tenu en dépenses d'exploitation et d'investissement. C'est une vertu nécessaire compte tenu du niveau des recettes que nous percevons sur ce budget.

Nous avons réalisé sur ce budget, en investissement : la fin des travaux de réhabilitation du réservoir des Acacias, les travaux liés à l'aménagement de l'avenue Henri Grand ainsi que des renouvellements de branchements plomb.

Le résultat global 2014 du budget de l'eau fait ressortir un excédent d'exploitation reporté de 153 650,23 €.

### **LE BUDGET ASSAINISSEMENT**

On retrouve au compte 621 la côte part versée par ce budget à la ville pour compenser les charges de personnel affecté à l'entretien des réseaux..

Les principaux travaux ont concerné essentiellement les travaux réalisés sur le réseau de l'avenue Henri Grand et l'Impasse Védrières ainsi que les déversoirs d'orages.

L'excédent d'exploitation 2014 qui sera repris au BS 2015 s'élève à 100 782,72 €.

### **LE BUDGET DE LA REGIE DE LA TOUR**

Ce budget annexe a été créé à compter du 1er septembre 2008 par délibération du 12 juillet 2008. Cette régie est dotée de l'autonomie financière. Le budget est établi selon la nomenclature M4, avec option TVA partielle.

En section d'exploitation, on retrouve l'achat de boissons, glaces et autres fournitures qui sont revendues, les intervenants pour les descentes en rappel de la tour, la distribution de publicité, l'exposition "Tourbillon"

Les recettes sont essentiellement les entrées, retracées à l'article 706 et les ventes de marchandises, à l'article 707.

Le montant des dépenses d'exploitation s'élève à 220 591,11 € et les recettes à 248 852,64 €, ce qui donne un excédent d'exploitation de 28 261,53 €.

On ne peut que se réjouir de ce résultat qui démontre une bonne fréquentation de la Tour.

En investissement, ont été réalisés les travaux de construction de sanitaires et l'achat de talkie-walkie

## **CONCLUSION**

Le résultat consolidé de l'exercice s'élève à 236 110,52 €. Le budget de la Régie de la Tour ayant l'autonomie financière, son résultat n'est pas pris en compte dans le consolidé.

Ce compte administratif démontre une maîtrise de la dette, une maîtrise des dépenses tout en gardant une très bonne politique d'investissement et des restes à réaliser importants : aménagement avenue Henri Grand et Impasse Védrines, skate park, voirie Les Sétérées, viabilisation de parcelles quartier Mazorel.

Michèle LENNON fait remarquer à Jean-Pierre POINT qu'il annonce que la dette est maîtrisée alors qu'une partie a été transférée à la 3CPS. Elle veut aussi savoir si la maîtrise de l'emprunt Dexia en franc suisse est passée à la 3CPS où si elle est restée au niveau communal.

Hervé MARITON répond qu'il y a une baisse de la dette de la commune et une baisse en incluant la dette de la 3CPS venant de Crest. Il annonce que la dette baisse encore plus si on soustrait de la dette, la dette transférée à l'intercommunalité qui est au demeurant un montant assez modeste, moins de 900 000 euros.

Il rappelle qu'au 1er janvier 2012, la dette de la ville était un peu supérieure 15 millions d'euros et qu'aujourd'hui elle est inférieure à 14 millions d'euros.

Par conséquent, une part de la baisse de la dette vient du transfert à l'intercommunalité, mais il y a une baisse indépendamment du transfert à l'intercommunalité.

Monsieur le Maire indique que concernant le Franc suisse, il a déjà répondu à cette question, mais qu'il va y répondre à nouveau. Il poursuit en expliquant que sur l'encourt de la ville les 3 emprunts qui méritent d'être surveillés sont des emprunts qui correspondent à moins de 2% de l'encourt consolidé de la ville, mais que cela ne dispense pas d'une vigilance.

Sur un premier emprunt on est sur le cas d'un capital restant dû de moins 50 000 euros

Sur un deuxième emprunt, le cas d'un capital restant dû est de moins de 40 000

Sur un troisième emprunt, le cas d'un capital restant dû est de 125 000

L'encourt est particulièrement faible, les sommes sont extrêmement modestes.

Deux de ces emprunts s'arrêtent en 2017.

Samuel ARNAUD, indique que si la commune transfère une partie des compétences à l'intercommunalité, certaines lignes (communications, frais affranchissement, impressions) sont en progression. Si on transfère des compétences, une partie de la communication pourrait être suivie et gérée par la 3CPS. Il faudrait être attentif pour ne pas développer des coûts supplémentaires.

Après avoir rappelé qu'il soit logique que la Taxe Enlèvement des Ordures Ménagère soit gérée par l'intercommunalité, il s'étonne qu'il n'y ait pas d'hétérogénéité dans l'augmentation des taux et demande comment cela va évoluer.

Il affirme ensuite que la dette par habitant même si elle est de 1374 euros et qu'elle baisse, reste tout de même importante et qu'il faut être vigilant.

Il veut enfin savoir si le centre aquatique va entraîner une augmentation de la fiscalité globale et indique que dans la presse Monsieur le Maire a dit qu'il fallait consulter la population.

Hervé MARITON revient sur la question de Michèle LENNON. Pour les emprunts en francs suisse, c'est 1,52% de l'encourt de la dette consolidée de la ville. Si on prend le budget principal c'est

1,82% mais sur l'ensemble des budgets de la ville c'est 1,52% de la dette de la ville. Des travaux de La Chambre Régionale des Comptes et différents audits ont montré que la ville a une structure de dette saine, et ont souligné le caractère sain de la gestion de la ville.

Il n'y a donc pas de soucis pour la ville avec les emprunts en francs suisses.

Il rappelle que depuis 19 ans les taux des impôts communaux n'ont pas augmenté à Crest, quelle que soit l'évolution des dotations de l'Etat.

Hervé MARITON fait remarquer à Samuel ARNAUD, que pour les dépenses en 2014, les frais d'affranchissement baissent de 20%, les frais de réceptions baissent de 18%, les frais de catalogues et imprimés baissent de 15%, que les frais d'annonces et insertions baissent de 0,84% et que les frais de la presse municipale baissent de 40%.

Il indique qu'en revanche en 2016 ce n'est pas certain qu'il y ait une baisse, car il va y avoir une relance de la révision du PLU et que cela entraînera probablement des conséquences dans les domaines "catalogues et impressions" et "annonce et insertion". L'Agenda 21 va être sûrement révisé cela entraîne aussi des dépenses car il y a un partage de l'information, et c'est aussi l'occasion de dépenses d'imprimés supplémentaires.

Il ne s'agit pas de dépenses linéaires, mais quand les circonstances s'y prêtent, les dépenses parfois peuvent baisser et quand il y a par exemple une révision du PLU ou de l'Agenda 21 ou des événements exceptionnels sur la ville les dépenses peuvent augmenter.

Concernant le centre aquatique, Monsieur le Maire trouve curieux en lisant l'ordre du jour du prochain conseil communautaire qu'on en parle sous le terme "d'équipement aquatique".

Il ajoute qu'il a rencontré le président du Conseil Départemental pour regarder quels peuvent être ses engagements pour cet équipement. Depuis un certains temps M.SERRET, conseiller départemental de Crest ne montre que peu d'intérêt pour le projet, mais le Conseil Départemental en tant qu'institution présente un intérêt souligné à l'égard de ce projet.

Il énonce aussi qu'il a rencontré le maire de Die, et que sa commune n'est pas opposée à avoir des discussions avec Crest.

Caryl FRAUD, quant à lui, a été reçu à Allex le 8 juillet pour présenter le projet aux élus et qu'ils sont conscients que partager le dossier au delà de la Communauté de Communes est le bienvenu.

Madame le Sous Préfet présente elle aussi un intérêt à l'égard du projet, s'il y a des opportunités et si l'intercommunalité est capable de mobiliser les financements au titre du CNDS. Mais malheureusement, pour l'instant, vu le rythme d'avancement du dossier au printemps la 3CPS n'est pas prête à lancer les choses.

Monsieur le Maire rappelle que c'est pour cela que la ville avait travaillé avec une certaine intensité sur ce dossier en 2013. Il rappelle l'importance qu'il y a dans le rythme d'investissement, qu'il ne faut pas perdre trop de temps à présenter ce qu'est notre projet, même s'il est normal de passer du temps à peaufiner, à mesurer les tenants et aboutissants et aller voir des exemples ailleurs.

Il faut aussi s'assurer du consentement le plus large. Si le consentement paraissait complexe il y aurait un référendum des citoyens, c'est la solution pour trancher un débat démocratique. En tant que Maire et Député du territoire, il n'a pas peur du suffrage universel. En effet, sur un dossier important il est bien que les citoyens puissent s'exprimer.

Il indique ensuite que, c'est un investissement qui doit se réaliser dans des termes satisfaisants et cohérents, au regard des engagements pour les contribuables crestois et contribuables de l'ensemble de la Communauté de communes.

Il revient ensuite sur les chiffres qui ont été publiés et présentés d'une manière non validés selon lui lors d'une réunion publique. Ces chiffres ont été compris par certains crestois comme une augmentation de l'ensemble de la fiscalité crestoise. Il rappelle que les chiffres mêmes non validés,



présentés par l'élus sont des chiffres qui concernent la fiscalité de la Communauté de Communes qui n'est qu'une petite partie de la fiscalité locale.

Monsieur le Maire rappelle ensuite qu'il n'est pas favorable à une augmentation de la fiscalité de l'intercommunalité,

Caryl FRAUD intervient pour dire que les chiffres dont Monsieur le Maire parle ne correspondent pas au projet de la 3CPS, des chiffres de travaux au delà de 10 millions ont été évoqués lors de la soirée à Mirabel et Blacons, alors que les travaux sont entre une fourchette 7,2 et 8 Millions.

Il énonce aussi le fait qu'à Lons-le-Saunier, il n'est pas allé voir ce qui se faisait là bas, mais qu'il est aller voir la découvrabilité et ce qu'est la découvrabilité. Les piscines ont évolué et il est important de connaître ce qui se fait de nouveau.

Il rajoute qu'à Aubenas deux élus sont, sans Président et Vice-Présidents, allés voir une piscine "boite à chaussure" comme à Lorient. Il ne retient pas le projet d'Aubenas et regrette que deux élus aient fait le forcing et rapporté cela au conseil.

Ce n'est pas une chose à faire et cela n'a rien apporté au débat du centre aquatique.

Hervé MARITON dit que la piscine ouverte pour la saison d'été existante qui ne sert que 2 mois par an a un déficit de prêt de 100 000 euros et perd 110 m<sup>3</sup> d'eau par jour, et que ce n'est pas une situation tenable dans la durée. Par conséquent, la piscine existante aurait besoin de travaux extrêmement importants et qu'il n'est pas possible d'avoir une piscine sur un plan économique, environnementale et technique qui perd 110m<sup>3</sup> d'eau par jour, des travaux sont donc obligatoires.

Il indique qu'un centre aquatique cela coûte, mais que dans la vie locale les choses coûtent et rien n'est gratuit. Elles coûtent soit au client, soit à l'usager, soit au contribuable. Il est donc intelligent de poser la question d'un investissement structuré.

Il rappelle ensuite que le tourisme ne décolle pas dans Vallée de la Drôme, même quand il existe, il ne fixe pas suffisamment d'activités et de dépenses. La façon de créer des emplois et de développer la ville et que les touristes fixent d'avantage de richesse c'est la création d'équipements structurants.

Il rappelle qu'en 20 ans de mandat de Maire il n'a pas eu la folie des grandeurs et que ce n'est pas aujourd'hui qu'il commencerait. Mais il y a des équipements qui font faire des sauts qualitatifs à la ville. Il cite l'exemple de la médiathèque réalisée avec le département, du nouvel hôpital, et annonce qu'il y a eu un saut qualitatif considérable en matière de services mais aussi pour l'attractivité de la ville. Il dit que quand la commune porte un urbanisme qui permet la réalisation de Casino et McDonald's c'est l'attractivité de la ville qui est améliorée et il le revendique.

Monsieur le Maire précise que quand le centre aquatique sera réalisé par l'intercommunalité en partenariat avec les autres collectivités locales, ce sera un vrai saut qualitatif pour la ville.

Il insiste sur le fait que pour donner au tourisme, à la qualité de vie des scolaires, et à la population une autre dimension cela passe par la création d'équipements structurants .

Il rappelle que dans le débat certains considèrent que la rivière se suffit à elle même et que la commune n'a pas besoin de piscine et que d'autres disent que le tourisme qui existe à Crest suffit. Pour Monsieur le Maire ce n'est pas suffisant, car le tourisme peut être un élément important du développement économique de la Vallée.

Enfin, Monsieur le Maire termine en disant que des études sont menées, mais que maintenant il faut être proche d'un moment de décision. La décision doit venir d'une convergence assez large pour ce choix, et si la convergence n'est pas assez large, la méthode démocratique est le référendum.

*Monsieur le Maire quitte la salle avant qu'il ne soit procédé au vote.*

Jean-Pierre Point annonce qu'il faut approuver l'affectation des résultats du budget de la commune.

### **Affectation des résultats du budget de la commune :**

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

677 827,27 €	d'excédent de fonctionnement
355 067,95 €	de besoin d'investissement
220 198,00 €	de besoin de financement au titre des RAR

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

575 265,95 €	affecté au compte 1068 (recette investissement)
102 561,32 €	reporté au compte 002 (recette fonctionnement)

*Cet excédent reporté sera repris en recette de fonctionnement sur le BS 2015*

La délibération approuvant l'affectation des résultats du budget de la commune est mise au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

### **Affectation des résultats du Budget Immobilier d'Entreprises :**

Les dépenses et recettes de ce budget ont été transférées à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Ce budget sera clôturé sur l'exercice 2015 et ces résultats seront repris sur le budget général de la commune.

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

24 126,39 €	d'excédent de fonctionnement
62 645,04 €	d'excédent d'investissement

La section d'investissement étant excédentaire, il n'y a pas d'affectation du résultat de fonctionnement.

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

L'excédent de fonctionnement est reporté en totalité au 002 ( recette fonctionnement)

La délibération approuvant l'affectation des résultats du Budget Immobilier d'Entreprises est mise au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

### **Affectation des résultats de la ZAC de la Condamine :**

Le budget ZAC sera soldé en cours d'année 2015, les reports seront repris sur le budget général.

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

1 786 820,21 € d'excédent de fonctionnement

1 855 969,28 € de besoin d'investissement

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

1 786 820,21 € reporté au compte 002 (recette fonctionnement)

La délibération approuvant l'affectation des résultats de la ZAC de la Condamine est mise au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

**Affectation des résultats du budget du Service des Eaux :**

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

153 650,23 € d'excédent d'exploitation

17 096,69 € de besoin d'investissement

26 741,00 € de besoin de financement au titre des RAR

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

43 837,69 € affecté au compte 1068 (recette investissement)

109 812,54 € reporté au compte 002 (recette d'exploitation)

La délibération approuvant l'affectation des résultats du budget du Service des Eaux est mise au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

**Affectation des résultats du budget du Service d'assainissement :**

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

100 782,72 € d'excédent d'exploitation

98 389,42 € déficit d'investissement

3 721,00 € d'excédent de financement au titre des RAR

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

94 668,42 € affecté au compte 1068 (recette investissement)

6 114,30 € reporté au compte 002 (recette d'exploitation)

La délibération approuvant l'affectation des résultats du budget du Service d'assainissement est mis au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

**Affectation des résultats du budget de la Régie de la Tour :**

Le compte administratif 2014 fait apparaître les résultats suivants :

28 261,53 €	d'excédent d'exploitation
9 318,50 €	de besoin d'investissement
927,00 €	de besoin de financement au titre des RAR

Il est proposé de l'affecter comme il suit :

10 245,50 €	affecté au compte 1068 (recette investissement)
18 016,03 €	reporté au compte 002 (recette d'exploitation)

La délibération approuvant l'affectation des résultats du budget de la Régie de la Tour est mis au vote :

VOTANTS 28 – EXPRIMES 22 – POUR 22 – CONTRE 0 – Adoptée

*Retour de Monsieur le Maire.*

Monsieur le Maire remercie les élus pour l'approbation des comptes administratifs et l'affectation des résultats. Il remercie aussi les services de la ville, la Directrice Générale des Services, le service financier et sa responsable, et le travail de Anne-Laure BOUTEILLE la conseillère municipale déléguée au budget.

<b>3 - Approbation des comptes de gestion – Exercice 2014</b>
---------------------------------------------------------------

Anne-Laure BOUTEILLE rapporteur du dossier, explique que, le compte de gestion retrace l'ensemble des opérations effectuées par le trésorier municipal, comptable des comptes de la commune. Il est soumis au quitus de l'assemblée qui doit vérifier la concordance de ses résultats avec ceux du compte administratif.

Les Comptes de Gestions 2014 sont conformes aux Comptes Administratifs 2014 respectifs.

Il n'y a pas de demande d'intervention, il convient donc d'approuver les comptes de gestion.

Les 6 délibérations sont présentées et mises au vote :

Délibération approuvant le compte de gestion de la commune :

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les*

*titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, Considérant que toutes les opérations sont normales,*

*1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,*

*2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,*

*3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part. »*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée**

**Délibération approuvant le compte de gestion du Budget Immobilier des Entreprises :**

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,*

*Considérant que toutes les opérations sont normales,*

*1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,*

*2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes*

*sections budgétaires et budgets annexes,*

*3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée**

**Délibération approuvant le compte de gestion de la ZAC de la Condamine :**

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,*

*Considérant que toutes les opérations sont normales,*

*1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,*

*2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,*

*3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée**

**Délibération approuvant le compte de gestion du Service des Eaux :**

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les*

*titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,*

*Considérant que toutes les opérations sont normales,*

*1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,*

*2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,*

*3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée**

**Délibération approuvant le compte de gestion du Service d'assainissement :**

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,*

*Considérant que toutes les opérations sont normales,*

*1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,*

2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

Délibération approuvant le compte de gestion de la Régie de la Tour :

*« Le Conseil Municipal,*

*Après s'être fait présenter le budget primitif 2014 et les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de titres et de recettes, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Comptable du Trésor accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,*

*Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2014,*

*Après s'être assuré que le Comptable du Trésor a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2013, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,*

*Considérant que toutes les opérations sont normales,*

1) - Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014 y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2) - Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2014 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

3) - Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives,

*Après en avoir délibéré,*

*DECLARE que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2014 par le Comptable du Trésor, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part. »*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée



#### 4 - Approbation des budgets supplémentaires – Exercice 2015

Anne-Laure BOUTEILLE, rapporteur du dossier, annonce que, la reprise des résultats des comptes administratifs 2014 et des restes à réaliser permettra d'engager de nouvelles opérations sur le budget 2015. Outre le réajustement de certaines écritures comptables, comme les dépenses liées à la location d'un écran géant à l'occasion de la Coupe du monde de rugby, ou le remboursement de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères à la CCCPS, sont inscrits des aménagements de locaux pour le CCAS, le foyer restaurant, de classes dans les écoles, de nouveaux travaux de voirie, et la concertation pour l'actualisation de l'Agenda 21.

Sont inscrits au budget de l'eau, un complément de crédit pour des travaux sur le réseau de l'avenue Henri Grand, la renégociation d'un prêt et les écritures comptables correspondantes.

Sur le budget de l'assainissement, un complément de crédit pour une étude afin de déterminer un plan d'actions sur les moyens à mettre en œuvre afin d'éliminer les eaux claires parasites du réseau de collecte, des travaux sur le réseau de l'avenue Henri Grand et de la rue Alcide Maurin,

Sur le budget de la Tour, des écritures comptables liées aux stocks, aux amortissements et une étude pour la mise en place de panneaux signalétiques.

Caryl FRAUD félicite et remercie les services techniques d'avoir pensé cette année au 40 ans du festival de jazz, notamment, au niveau du fleurissement avec le petit clin d'oeil avec les notes de musique.

Les 4 délibérations approuvant les budgets supplémentaires sont mises au vote :

La délibération approuvant le budget supplémentaire de la commune :

« Le Conseil municipal,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'exercice 2015,*

*Vu la délibération du 20 mars 2015 approuvant la décision modificative n° 1 de l'exercice 2015,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 23 juin 2015*

*Considérant la nécessité*

*1°) d'une part, de reprendre les reports de l'exercice 2014, l'affectation de l'excédent de fonctionnement et les restes à réaliser apparaissant sur le compte administratif 2014, soit :*

- 102 561,32 € d'excédent de fonctionnement (chapitre 002)*
- 575 265,95 € d'affectation de l'excédent de fonctionnement (chapitre 10) à la section d'investissement*
- 355 067,95 € de déficit d'investissement (chapitre 001)*
- 480 228,00 € de restes à réaliser en dépenses (chapitres 20, 204, 21, 23 et 45)*
- 260 030,00 € de restes à réaliser en recettes (chapitres 13, 27 et 45)*

*2°) d'autre part, de procéder aux modifications de crédits pour faire face aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de la commune, soit*

- pour la section de fonctionnement :

- sur le chapitre 011, les réajustements de crédit pour la location d'un écran géant à l'occasion de la coupe du monde de rugby, la poursuite de l'action culturelle, le remboursement à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères,
- sur le chapitre 65, un complément de crédit relatif à la participation pour le fonctionnement de la médiathèque, le rajustement de la participation aux écoles privées, à la prévention spécialisée,
- sur les chapitres 67, le réajustement pour les dossiers « bourses au permis de conduire »
- sur les chapitres 73 et 74, la régularisation des crédits en fonction des différentes notifications d'impôts et dotations reçues.

- pour la section d'investissement :

- Une étude pour la chapelle de l'Hôpital, l'acquisition d'une table traçante pour les services municipaux, l'aménagement de locaux pour le CCAS et le foyer restaurant, l'aménagement de classes dans les écoles Royannez, Anne Pierjean et Brassens, l'annulation du crédit relatif à la halle aux producteurs, un complément de crédit pour des travaux de voirie, l'inscription de ventes de terrains à La Plaine,

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget supplémentaire 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif au budget de la commune.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

La délibération approuvant le budget supplémentaire de l'eau :

« Le Conseil municipal,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'exercice 2015,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 23 juin 2015,*

*Considérant la nécessité*

*1°) d'une part, de reprendre les reports de l'exercice 2014, l'affectation de l'excédent d'exploitation et les restes à réaliser apparaissant sur le compte administratif 2014, soit :*

- 109 812,54 € d'excédent d'exploitation (chapitre 002)
- 43 837,69 € d'affectation de l'excédent d'exploitation (chapitre 10) à la section d'investissement
- 17 096,69 € de déficit d'investissement (chapitre 001)
- 86 220,00 € de restes à réaliser en dépenses (chapitre 23)
- 22 053,00 € de restes à réaliser en recettes (chapitre 13)

- 37 426,00 € de restes à réaliser en recettes (chapitre 23)

2°) d'autre part, de procéder aux modifications de crédits pour faire face aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'eau, dont principalement un virement à la section d'investissement (chapitre 023), un complément de crédit pour des travaux sur le réseau, notamment avenue Henri Grand (chapitre 23).

Ce budget retrace aussi les opérations relatives à la renégociation d'un prêt, à savoir l'indemnité de réaménagement (chapitre 66) et les écritures d'enregistrement du refinancement (chapitres 16 dépenses et recettes).

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget supplémentaire 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif au budget de l'eau.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

La délibération approuvant le budget supplémentaire de l'assainissement :

« Le Conseil municipal,

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'exercice 2015,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 23 juin 2015,  
Considérant la nécessité*

*1°) d'une part, de reprendre les reports de l'exercice 2014, l'affectation de l'excédent d'exploitation et les restes à réaliser apparaissant sur le compte administratif 2014, soit :*

- 6 114,30 € d'excédent d'exploitation (chapitre 002)
- 94 668,42 € d'affectation de l'excédent d'exploitation (chapitre 10) à la section d'investissement
- 98 389,42 € de déficit d'investissement (chapitre 001)
- 4 656,00 € de restes à réaliser en dépenses (chapitre 20)
- 55 361,00 € de restes à réaliser en dépenses (chapitre 23)
- 31 520,00 € de restes à réaliser en recettes (chapitre 13)
- 32 218,00 € de restes à réaliser en recettes (chapitre 23)

*2°) d'autre part, de procéder aux modifications de crédits pour faire face aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de l'assainissement, dont un virement à la section d'investissement (chapitre 023), un complément de crédit en étude pour la station d'épuration (chapitre 20), pour des travaux sur le réseau dont la poursuite de l'aménagement de l'avenue Henri Grand et de la rue Alcide Maurin (chapitre 23),*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget supplémentaire 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif au budget de l'assainissement.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

La délibération approuvant le budget supplémentaire de la Régie de la Tour :

*« Le Conseil municipal,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,*

*Vu la délibération du 19 décembre 2014 approuvant le budget primitif de l'exercice 2015,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 23 juin 2015*

*Considérant la nécessité*

*1°) d'une part, de reprendre les reports de l'exercice 2014 et les restes à réaliser apparaissant sur le compte administratif 2014, soit :*

- *18 016,03 € d'excédent d'exploitation (chapitre 002)*
- *10 245,50 € d'affectation de l'excédent d'exploitation (chapitre 10) à la section d'investissement*
- *9 318,50 € de déficit d'investissement (chapitre 001)*
- *927,00 € de restes à réaliser en dépenses (chapitre 23)*

*2°) d'autre part, de procéder aux modifications de crédits pour faire face aux opérations financières et comptables liées à l'activité du budget de la régie de la Tour de Crest, dont*

- *En section d'exploitation : des crédits au chapitre 011, pour le réajustement des écritures liées à la comptabilité de stock, la régularisation des crédits pour les opérations d'amortissement,*
- *En investissement, un crédit est prévu pour la réalisation de futurs travaux dont la mise en place de panneaux signalétiques.*

*Après en avoir délibéré,*

*ADOpte le budget supplémentaire 2015 tel que figurant dans le document budgétaire ci-joint et relatif au budget de la régie de la Tour de Crest.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

## **5 - Bilan des opérations immobilières**

Jean-Pierre POINT, rapporteur du dossier, informe l'assemblée que conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit délibérer chaque année sur la gestion des biens et des opérations immobilières effectuées par la commune. Ce bilan, qui sera annexé au compte administratif, permet de connaître la politique foncière menée par la collectivité. Sur l'exercice 2014,

- sur les cessions immobilières :  
un terrain quartier Mazorel nord cédé au département de la Drôme. La parcelle qui supporte le

nouveau gymnase Mazorel qui a été réalisé en co-maitrise d'ouvrage Ville de Crest-Département, et en fonction de la convention signée, la ville s'est engagée à remettre à titre gratuit le foncier d'assise du gymnase après réception des travaux.

● Les acquisitions immobilières :

- Au quartier Saint-Ferréol un terrain appartenant à la SNCF de 119m2. Il y avait une servitude de passage, une emprise d'un chemin permettant d'accéder à quelque maisons et à des terrains libres de construction. Il était important de régulariser la situation pour désenclaver les terrains. Le prix d'achat est de 500 euros.

- Petit terrain appartenant à l'association Saint-Sauveur vers le pont Frédéric Mistral, un triangle de 58 m2 acheté 1 euro symbolique permettant de sécuriser l'entrée de la route.

La délibération est mise au vote :

*« En application des dispositions des articles L. 2241.1 à L. 2411-19 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil municipal doit délibérer sur la gestion des biens et les opérations immobilières effectuées par la commune.*

*Dans les communes de plus de 2 000 habitants, le bilan des acquisitions et cessions opérées sur leur territoire donne lieu, chaque année, à une délibération du Conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune.*

*Toute cession d'immeubles donne lieu à délibération motivée du Conseil municipal portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu les articles L. 2241. 1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu l'avis de la commission « Budget » du 23 juin 2015, ,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE le bilan des opérations immobilières de la commune opérées sur la commune au cours de l'année 2014, et joint à la présente délibération.*

*DIT que ce bilan sera annexé au compte administratif de la commune, exercice 2014.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

<b>6 - Rapports sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement, année 2014</b>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Yvan LOMBARD fait deux annonces :

- Sur le précédent Conseil Municipal une intervention d'Hélène BERTAU qui trouvait anormal les objectifs de rendement. Il indique que page 14 sur 74 dans le contrat signé le 15 juin il y avait des erreurs sur les rendements. Objectifs sur la nouvelle DSP sont en réalité 72,4% pour l'année 2015 jusqu'à 73% en 2026.

- Le 1er juillet, date d'entrée en vigueur de la nouvelle DSP, l'accueil du public de la SDEI à côté de la déchetterie, au 30 juin va être supprimé. Il va y avoir une assistance "appel non surtaxé de l'opérateur 7 jours sur 7", pour répondre aux urgences techniques concernant l'alimentation en eau,

et un accueil téléphonique non surtaxé aux horaires et numéros figurant sur la dernière facture.

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, informe l'assemblée que, conformément à l'article L. 2224-5 du CGCT, le rapport sur le prix et la qualité des services est un document produit tous les ans par chaque service d'eau et d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix, de la qualité et du service rendu pour l'année écoulée.

Pour l'année 2014, on retiendra les éléments suivants :

L'ensemble des indicateurs cités dans les Rapports sur le Prix et la Qualité des Services d'eau et d'assainissement (RPQS) sont disponibles sur le site internet de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement <http://www.services.eaufrance.fr> répondant aux exigences des usagers et des citoyens soucieux d'avoir une information transparente sur le prix de l'eau et sur la qualité du service. Base de données nationales des prix de l'eau et des performances des services publics d'eau et d'assainissement, elle est alimentée par les autorités organisatrices après contrôle et validation des services de l'Etat.

- Rapport annuel sur le budget de l'Eau

**Nombre d'abonnés :**

Progression de 0,9 % qui correspond à une augmentation de 40 abonnés. Ce chiffre varie annuellement au gré des nouveaux arrivants mais aussi des départs et du nombre de construction. L'année 2014 marque un ralentissement du rythme de l'augmentation constaté depuis 2007 .

**Branchements plomb :**

Depuis 1995 l'usage du plomb est interdit pour la fabrication de canalisation. La norme de concentration en plomb dans l'eau potable est passée au 25/12/2013 de 25 µg/L à 10 µg/L. Le renouvellement de la partie publique des branchements plomb permet d'apporter une solution fiable et pérenne pour supprimer les risques de dissolution du plomb dans l'eau à condition que l'installation privée ne soit pas en plomb. Par ailleurs, il contribue à l'amélioration du rendement du réseau car le plomb est friable et à l'origine de fuite.

La commune procède systématiquement au renouvellement des branchements à l'occasion d'une opération de réaménagement de voirie . Cela a été le cas par exemple pour l'avenue Henri Grand (43) quartier Saint François (13) et rue de Nidda (5)

**Volumes prélevés aux Pues :**

Augmentation de 1,5 % par rapport à 2013 soit 12 142 m<sup>3</sup> en plus. Il faut rappeler que les prélèvements moindres des années 2011 et 2012 s'expliquent par les incidents de turbidité répétés. Pendant ces deux exercices les imports de Drome Gervanne ont été plus importants.

Évolution prélèvements aux Pues (m<sup>3</sup>) :

2011	2012	2013	2014
776 030	720 665	820 668	832 810

Évolution imports Drôme Gervanne (m<sup>3</sup>) :

2011	2012	2013	2014
172 570	213 901	17 007	25 858

**Volumes consommés autorisés :**

La tendance à la baisse s'interrompt cette année (m<sup>3</sup>) :

2011	2012	2013	2014
484 946	479 288	461 793	487 946

A noter que l'augmentation est de 5,7 %. Comparativement la demande des communes voisines augmente de 16 %.

**Volumes d'eau exportés (m<sup>3</sup>) :**

	2012	2013	2014	Écart N/(N-1) en %
Divajeu	34 867	34 066	34 431	1,1
Eurre	84 423	73 060	87 870	20,3
Vaunaveys	43 224	39 092	47 593	21,7
Total exportés	162 514	146 218	169 894	16,2

La vente d'eau aux autres communes représente près de 20 % de la production totale d'eau (prélèvement aux PUES + achats d'eau).

**Rendement du réseau :**

Le rendement du réseau de Crest passe de 72,6 % en 2013 à 77 % cette année. Les volumes intervenants dans ce calcul doivent être analysés sur plusieurs années, au minimum les 3 dernières (pour mémoire 2012:68,7). L'examen de l'évolution tendancielle du rendement renseigne sur la précision de son évaluation, sur l'efficacité de la politique de réduction des pertes et sur la représentativité de la dernière valeur observée par rapport à la tendance (par exemple valeur faible en raison d'une fuite exceptionnelle ou valeur élevée en raison d'une consommation inhabituelle). Il s'agit d'un indicateur de performance dont sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

La performance du réseau conduit à une diminution des prélèvements de la ressource et donc sa préservation.

La mise en service du réservoir des acacias en juillet 2014 et la recherche efficace de fuite sur le réseau explique l'augmentation du rendement.

**Indice linéaire de pertes (ILP) et Indice Linéaire des Volumes Non Comptés (ILVNC) :**

Le rendement du réseau peut être fortement impacté par les variations des consommations ainsi que le niveau des volumes achetés et vendus à d'autres communes. Ainsi certaines de ces variations ne sont pas imputables à des variations des pertes.

Les indicateurs ILP et ILVNC présentent l'intérêt de rapporter les volumes perdus ou non comptés à la taille du réseau. Ils sont insensibles aux variations interannuelles des volumes consommés, achetés et vendus à d'autres communes.

L'ILP reflète la maintenance et le renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau. Il présente l'avantage de considérer un volume proche des pertes réelles. C'est la quatrième année de baisse consécutive.

**Volumes des pertes en m³**

2011	2012	2013	2014
321 801	292 764	229 664	200 828

**Évolution (m³/km/jour)**

2011	2012	2013	2014
9,36	8,52	6,69	5,81

En ce qui concerne l'ILVNC sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau. Comme pour l'ILP c'est la quatrième année de baisse consécutive.

2011	2012	2013	2014
10,6	9,34	7,08	6,19

**Prix de l'eau :**

Tarif identique à celui de 2013 : 2,05 € TTC le m³ (1000 litres) pour une facture de 120 m³ annuelle correspondant au standard d'un couple avec 2 enfants. Soit 0,2 centime d'euro le litre d'eau potable à disposition instantanément au robinet.

**Rapport annuel du budget de l'Assainissement****Nombre d'abonnés :**

Progression de 1 % qui correspond à une augmentation annuelle de 42 abonnés. Ce chiffre varie annuellement au gré des nouveaux arrivants mais aussi des départs et du nombre de construction.

**Volumes assujettis à l'assainissement :**

Évolution des volumes assujettis en m³ :

2011	2012	2013	2014
335 958	339 124	342 660	352 114

**Prix de l'assainissement :**

2,02€ TTC. Augmentation de 0,56 % par rapport à 2014.

A noter qu'en 2014, les 3 premiers déversoirs d'orage ont été équipés : Saleine, Jean Jaurès et Armorin.

**Évolution du montant de la facture 120 m³**



Facture 120 m<sup>3</sup>

	2010	%	2011	%	2012	%	2013	%	2014	%	2015
<b>Eau</b>											
Total TTC	228,63		228,15		238,86		244,40		245,43		245,94
Prix au m <sup>3</sup>	1,91	-0,21	1,90	4,70	1,99	2,32	2,04	0,42	2,05	0,21	2,05
<b>Assainissement</b>											
Total TTC	197,93		222,33		228,86		232,89		241,36		242,72
Prix au m <sup>3</sup>	1,65	12,33	1,85	2,94	1,91	1,76	1,94	3,64	2,01	0,57	2,02
<b>Total FA 120 m<sup>3</sup></b>											
FA 120m <sup>3</sup> TTC	426,56		450,48		467,73		477,29		486,79		488,66
Prix au m <sup>3</sup>	3,55	5,61	3,75	3,83	3,90	2,04	3,98	1,99	4,06	0,38	4,07

Ces 2 rapports deviennent publics dès lors qu'ils ont été validés par l'assemblée délibérante.

La délibération concernant le rapport annuel sur le budget de l'Eau est mise au vote :

« Le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics, pour le service de l'eau potable, concernant l'exercice 2014, a été présenté à l'assemblée délibérante.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Après présentation de ce rapport, le Conseil municipal :

-Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau

-Décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

-Décide de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.»

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

La délibération concernant le rapport annuel du budget de l'Assainissement est mise au vote :

« Le rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics, pour les service de l'assainissement collectif, concernant l'exercice 2014, a été présenté à l'assemblée délibérante.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Après présentation de ce rapport, le Conseil municipal :

-Adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif.

-Décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

-Décide de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010. »

VOTANTS 29 – EXPRIMES 23 – POUR 23 – CONTRE 0 – Adoptée

## **7 - Rapports annuels du délégataire concernant la délégation de service public pour l'eau potable et l'assainissement collectif - Année 2014**

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, indique qu'en application du décret du 14 mars 2005, les délégataires de service public doivent présenter un rapport annuel qui répond à un certain formalisme. Il doit contenir des documents facilitant la compréhension des comptes de résultat de l'exploitation, du compte rendu technique et de l'analyse de la qualité du service, ce qui garantit une information plus complète et renforce le dialogue contractuel engagé entre le délégataire et la collectivité.

Les rapports établis par le délégataire, Suez Environnement, pour le service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif font l'objet d'une présentation.

Depuis le 12 mars 2015, Lyonnaise des Eaux et toutes les entreprises qui composent le groupe font partie de SUEZ Environnement.

Monsieur le Maire clôt le débat sur les rapports annuels concernant la délégation de service public pour l'eau potable et l'assainissement et qui ne sont pas soumis au vote de l'assemblée.

*Ces rapports sont consultables à la Direction Générale des Services.*

## **8 - Rapport annuel de délégation concernant la DSP des foires et marchés, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars - Année 2014**

Audrey CORNEILLE, rapporteur du dossier, rappelle que la société LOMBARD ET GUERIN est délégataire de la ville, depuis le 1er octobre 2007, pour la gestion des marchés (alimentaires et artisanaux), la gestion du poids public et de l'aire de camping-cars. Ce contrat a été renouvelé le 1er octobre 2010 à la suite d'une nouvelle consultation.

Le rapport d'activité année 2014 rapporte un chiffre d'affaires de 42 200 € hors taxe, soit une hausse de 6,80% par rapport à 2013. Cette hausse s'explique par un nombre supplémentaire d'exposants et une demande d'emplacements plus grande sur les marchés alimentaires des samedis et mardis. Il existe une augmentation de 18,40% pour les marchés alimentaires. Il y a 26 exposants le mardi et 80 lors du marché le samedi. Il y a 58 abonnés sur les deux années. Les marchés à thème sont appréciés des touristes et des Crestois, on note une augmentation de 1,05 %.

Audrey CORNEILLE espère une augmentation cette année avec la création de nouveau marché.

Les foires de fin de mois sont constantes, on note une augmentation de 1,08 %. Pour la Foire de Saint-Pierre, il y a une quarantaine d'exposants.

L'Aire des campings cars a triplé son chiffre d'affaire par rapport à 2013.

Par contre le chiffre d'affaire du poids public est en baisse, cela est dû à la perte d'un gros client "Les Cailles Beranger", repris par "Drômes Cailles" qui effectue un pesage par un sous-traitant, ils ne viennent plus sur le poids publics.

Elle annonce qu'il va y avoir une communication pour signaler que le poids public est en fonction.

Enfin, elle déclare que Lombard et Guérin reverse pour l'année 2014 la somme de 5500 euros.

Hervé MARITON précise qu'il y a une idée de redynamiser les marchés de nuit et d'en améliorer la qualité.

Monsieur le Maire clôt le débat sur le rapport annuel de délégation concernant la DSP des foires et marchés, du poids public et de l'aire d'accueil des campings cars qui n'est pas soumis au vote de l'assemblée.

*Ce rapport est consultable à la Direction Générale des Services.*

## **9 - Rapport annuel de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, année 2014**

Danielle LOMBARD, rapporteur du dossier, précise qu'en application de la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées est chargée d'établir un état de l'accessibilité existante du cadre bâti, des espaces publics, de la voirie et des transports de la commune de Crest.

Cette commission se réunit régulièrement afin de définir et évaluer les travaux réalisés par la ville en matière d'accessibilité des espaces publics et des bâtiments.

Le rapport annuel sur l'accessibilité dresse le bilan des principales réalisations pour l'année 2014.

Les principaux faits marquants sont :

- La constitution d'une nouvelle commission, après les élections de mars 2014.
- En matière de travaux de voirie : la fin de l'aménagement du Square de la Résistance, la sécurisation du cheminement piéton quai Bérengier de la Blâche, la réfection de la couche de roulement quai André Reynier, la poursuite de l'opération d'aménagement de l'avenue Henri Grand.
- Lors de chaque réhabilitation de bâtiments, l'accessibilité est prise en compte. Ainsi, au foyer restaurant, les sanitaires ont été mis aux normes, la sortie sur le quai améliorée. A l'espace Soubeyran, divers aménagements ont été réalisés.
- Fin 2012, 30 % de établissements recevant du public étaient accessibles. Face à ce constat, un nouveau cadre a été défini : la création des Agendas d'Accessibilité Programmée (Ad'AP). Celui de la commune est en cours d'élaboration, il sera présenté à la commission avant l'échéance du 27 septembre 2015.

Enfin, les services municipaux restent mobilisés aux côtés des commerçants et des professions libérales pour les aider dans leur démarche de mise aux normes d'accessibilité de leurs locaux.

Monsieur le Maire clôt le débat sur le rapport annuel de la commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées qui n'est pas soumis au vote de l'assemblée.

*Ce rapport est consultable à la Direction Générale des Services.*

## **10 – Rapport d'activités du SDED – Année 2014**

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, annonce que la publication du rapport d'activités 2014 du Syndicat départemental d'Energies permet d'appréhender la politique menée en matière d'aménagement et de développement des réseaux d'énergies, avec notamment la production d'énergies renouvelables à grande échelle.

En application de l'article L.5211-39 du C.G.C.T., il doit faire l'objet d'une communication en séance publique du Conseil municipal.

Le Syndicat Départemental d'Énergies de la Drôme est un syndicat mixte, sans fiscalité propre, regroupant l'ensemble des 369 communes de la Drôme (468 600 habitants).

Créé en 1964, il est administré par un comité syndical de 120 délégués et un bureau de 22 membres désignés

par le comité du 17 mai 2014.

Énergie SDED est présidé par le sénateur honoraire Jean Besson entouré d'un premier Vice-président, de 8 Vice-Présidents et d'un secrétaire général (Yvan Lombard). 37 agents permanents composent l'effectif du syndicat.

### **Les principales missions:**

1 - Autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité et de gaz : à ce titre le syndicat gère les contrats de concessions et contrôle le respect des dispositions des cahiers des charges (voir synthèses à partir des pages 35 et 59 respectivement l'électricité puis le gaz) ;

Énergie SDED suit le service public de distribution de chaleur de Vassieux en Vercors, 40 usagers desservis par 2 chaudières bois.

2 - La maîtrise d'ouvrage des extension et renforcement des réseaux électriques dans les 340 communes relevant du régime rural d'électrification (17,48 millions d'€ de travaux) ;

3 - La maîtrise d'œuvre et le financement des opérations de dissimulations des réseaux électriques et téléphoniques en souterrain ou en façade. Énergie SDED a dépensé 6,44 millions d'euros de travaux. (la commune a bénéficié en 2014 de ces missions pour l'avenue Henri Grand) ;

4 - La maîtrise d'œuvre de projet d'éclairage public, leur financement et dernièrement pour les communes qui le souhaite la gestion de leur réseau d'éclairage public (p 88) ;

5 - Le développement de la production d'électricité issue de sources renouvelables à partir d'installations implantées sur des équipements communaux ;

6 - La maîtrise de la demande d'énergie à travers le conseil action énergie, la collecte et la vente de certificats d'énergie et le suivi énergétique (p 74).

7- La création et l'entretien d'infrastructures électriques de charges de véhicules électriques. En 2014, le SDED a adopté une autorisation de programme à hauteur de 1,5 million d'euros et des crédits de paiement correspondants sur 3 ans de 2015 à 2017, pour la mise en place d'un plan pluriannuel de déploiement des bornes de recharges (115) à l'échelle de la Drôme.

Le rapport est téléchargeable sur le site internet Énergie SDED à l'adresse suivante :

[www.sded.org](http://www.sded.org), rubrique PUBLICATIONS, sous rubrique ENERGIE SDED- RAPPORT D'ACTIVITES

Monsieur le Maire clôt le débat sur le rapport d'activités du SDED qui n'est pas soumis au vote de l'assemblée.

*Ce rapport est consultable à la Direction Générale des Services.*

<b>11 – Rapport annuel de délégation concernant la DSP pour l'activité de LD Equi Services (Lusitanian Dream), année 2014</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Valérie ROCHE, rapporteur du dossier, rappelle que la SCEA Lusitanian Dream est titulaire d'un bail emphytéotique administratif pour la gestion du centre équin, et qu'elle exerce depuis le 12 mars 2012 une activité de reproduction de la filière équine, d'appui technique aux éleveurs et d'identification des races .

En 2014 Lusitanian Dream a changé de nom pour devenir « LD Equi Services » afin de valoriser sa compétence dans le cheval de sport. En complément de ses activités, la société envisage d'installer un cabinet vétérinaire spécialisé dans la race équine afin d'offrir un nouveau service, la

médecine équine étant une demande en fort développement.

Le compte-rendu d'activités établi par la LD Equi Services au titre de l'année 2014 répond à cette obligation.

Monsieur le Maire clôt le débat sur le rapport annuel de délégation concernant la DSP pour l'activité de LD Equi Services qui n'est pas soumis au vote de l'assemblée.

*Ce rapport est consultable à la Direction Générale des Services*

## **12 - Lancement de la révision du Plan Local d'Urbanisme**

Jean-Pierre POINT, rapporteur du dossier, rappelle que le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du 17 mars 2006 s'est donné pour objectif d'organiser le développement urbain de la commune dans la perspective d'une croissance harmonieuse et maîtrisée tout en préservant la qualité de vie à Crest.

Conçu comme un document souple et évolutif, il est appelé à être modifié ou révisé pour y intégrer des préoccupations nouvelles, rendre possible un projet d'aménagement ...

Après avoir fait l'objet de plusieurs modifications pour prendre en compte certains changements qui ne remettaient pas en cause l'économie générale du document et s'inscrivaient dans le cadre légal de la procédure définie par le Code de l'Urbanisme, une première délibération en juin 2008 actait la révision du PLU. Compte tenu d'une évolution législative importante, Lois Grenelle et ALUR, il est nécessaire de délibérer à nouveau.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur, informe l'assemblée que le Plan Local d'Urbanisme actuel a été approuvé le 17 mars 2006, et il a fait l'objet, depuis cette date, de plusieurs modifications.*

*Il présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de reconsidérer le contenu du Plan Local d'urbanisme approuvé depuis près de 10 ans. Il indique, en effet qu'il est nécessaire de reprendre, notamment, les orientations en matière d'aménagement, d'urbanisme et de développement durable afin de s'adapter au contexte actuel.*

*Conformément aux dispositions des articles L.123-6 et L.300-2 du Code de l'Urbanisme, la délibération prescrivant la révision du PLU doit porter sur les objectifs poursuivis par cette procédure.*

*Les objectifs de cette révision sont :*

*1) Prendre en compte des évolutions législatives et réglementaires en matière d'urbanisme telles que :*

- la loi portant Engagement National pour l'Environnement du 10 juillet 2010 « Grenelle 2 »,*
- la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014,*

*2) Mettre en adéquation le document d'urbanisme avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) établi à l'échelle intercommunale et le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la rivière Drôme,*

*3) Faire évoluer le PLU dans le cadre d'un développement urbain maîtrisé en s'appuyant notamment sur l'Agenda 21 communal,*

- 4) Concilier développement de l'habitat et maintien des activités économiques,
- 5) Maintenir et développer les commerces en centre-ville,
- 6) Améliorer le document existant par une analyse plus fine du territoire et réviser le zonage et le règlement,
- 7) Poursuivre les actions en cohérence avec le développement durable du territoire,
- 8) Actualiser et compléter les différents documents graphiques ainsi que les annexes, notamment le dossier d'assainissement et le plan des servitudes d'utilité publiques (/Plan de Prévention des Risques Naturels – Inondation),

En application de l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, les modalités de concertation seront les suivantes :

- \* l'affichage en mairie ;
- \* l'information sur le site internet de la ville : [www.mairie-crest.fr](http://www.mairie-crest.fr) ;
- \* insertion d'articles spéciaux dans la presse locale et d'articles dans les publications municipales ;
- \* la mise à disposition en mairie de documents présentant le projet de révision générale du PLU ;
- \* la mise à disposition d'un registre ou d'un cahier de concertation en mairie : les observations pourront être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans un registre ou un cahier tenu à la disposition du public, aux jours et heures habituelles d'ouverture de la mairie ;
- \* la tenue d'une permanence d'élus en mairie ;
- \* l'organisation d'une réunion publique à destination notamment des personnes concernées par la procédure. Elle sera annoncée par voie d'affichage en mairie, sur le site internet de la ville et dans la presse locale ;
- \* la constitution d'un groupe de travail de réflexion sur le projet de révision : il sera notamment composé des membres de la commission Urbanisme et Habitat, des représentants du Comité 21, des techniciens.

La municipalité se réserve la possibilité de mettre en place toute autre forme de concertation si cela s'avère nécessaire.

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, depuis la présente délibération jusqu'à la délibération qui arrêtera le projet et qui devra également tirer le bilan de la concertation. Conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme, le projet de PLU arrêté sera ensuite soumis à enquête publique.

Le conseil municipal,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 dite Solidarité et Renouvellement Urbains «SRU»,  
 Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 dite Urbanisme et Habitat «UH»,  
 Vu la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement – Grenelle I  
 Vu la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement – Grenelle II,

*Vu la loi n° 2011-12 du 5 janvier 2011 modifiant le Grenelle II,*  
*Vu l'ordonnance n°2012-14 du 6 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme,*  
*Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 dite Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové « ALUR »,*  
*Vu le Code de l'Urbanisme,*  
*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2224-10,*  
*Vu la délibération du 17 mars 2006 par laquelle le Conseil Municipal de Crest a approuvé son Plan Local d'Urbanisme (PLU),*  
*Vu la délibération du 11 décembre 2008 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé la 1<sup>ère</sup> modification de son Plan Local d'Urbanisme,*  
*Vu la délibération du 8 avril 2010 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé la 2<sup>ème</sup> modification de son Plan Local d'Urbanisme,*  
*Vu la délibération du 16 janvier 2012 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé la 1<sup>ère</sup> modification simplifiée de son Plan Local d'Urbanisme,*  
*Vu la délibération du 18 janvier 2014 par laquelle le Conseil Municipal a approuvé la 3<sup>ème</sup> modification de son Plan Local d'Urbanisme,*  
*Vu l'avis de la commission « Urbanisme et Habitat » qui s'est réunie le 22 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*ANNULE la délibération du 5 juin 2008, lançant la révision du PLU,*

*DECIDE de prescrire la révision du P.L.U. sur l'ensemble du territoire communal, conformément aux dispositions des articles L.123-6 et suivants et R.123-15 du code de l'urbanisme,*

*APPROUVE les objectifs et les modalités de concertation tels qu'ils sont définis par la présente délibération,*

*AUTORISE Monsieur le Maire à lancer une consultation pour choisir un cabinet d'études pour l'assistance, le conseil et les études liées à la révision générale,*

*AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout acte qui serait nécessaire pour assurer la conduite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme, et notamment à signer le contrat avec le bureau d'études qui sera chargé de réaliser les études nécessaires à la révision,*

*DECIDE d'inscrire au budget primitif 2016, les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à cette révision générale du PLU,*

*AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter une dotation auprès de l'Etat, pour les dépenses liées à la révision du PLU, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'Urbanisme,*

*DECIDE d'associer les services de l'Etat conformément aux dispositions de l'article L.123-7 du Code de l'Urbanisme,*

*DECIDE de consulter au cours de la procédure, les personnes publiques prévues par la loi au titre des articles L.123-6 et suivants et R.123-16 du Code de l'Urbanisme, si elles en font la demande.*

*Conformément aux articles R. 123-24 et R.123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans*

*le département et sera également publiée au recueil des actes administratifs.*

*A compter de la publication de la délibération prescrivant l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme, l'autorité compétente pourra décider de surseoir à statuer, dans les conditions et délai prévus à l'article L.111-8 du Code de l'Urbanisme, sur les demandes d'autorisation concernant des constructions, installations ou opérations qui seraient de nature à compromettre ou à rendre plus onéreuse l'exécution du futur plan.»*

Il n'y a pas d'observations

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

<b>13 – Demande de prorogation du délai de dépôt pour l'Agenda D'Accessibilité Programmée (AD'AP) pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public</b>
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Jean-Pierre POINT, rapporteur du dossier, informe l'assemblée que l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, prévoit la mise en place d'un outil l'agenda d'accessibilité programmée, donnant la possibilité de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.

La ville prépare un AD'AP communal qui comprend un diagnostic des bâtiments et un échéancier des travaux à réaliser sur 3 périodes de 3 ans.

Compte tenu du montant des travaux et des difficultés techniques et financières pour leur réalisation, il est demandé un report de la date de dépôt de l'AD'AP fixée initialement au 27 septembre 2015.

Cette possibilité est donnée par l'arrêté du 27 avril 2015 qui stipule que la demande doit être formulée avant le 26 juin 2015 auprès du Préfet.

Danielle LOMBARD dit qu'il faut prendre en compte une perspective patrimoniale, donc il y a un intérêt au report.

Monsieur le Maire précise qu'il y a tout de même 21 ERP sur Crest.

Danielle LOMBARD dit que cela va être présenté en commission à la fin de l'été.

Jean-Pierre POINT précise que cela prend en compte différents handicaps et pas seulement l'handicap moteur. Des bâtiments paraissent accessibles pour un fauteuil mais pas pour d'autre types d'handicaps, et qu'il est important de prendre des mesures dans ce sens

Hervé MARITON confirme qu'il faut que tout handicap soit pris en compte, par exemple pour la Tour de Crest il faut favoriser l'accès aussi pour les non-voyants.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur informe l'assemblée que l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des*



*bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, prévoit la mise en place d'un outil l'agenda d'accessibilité programmée, donnant la possibilité de prolonger, au-delà de 2015, le délai permettant d'effectuer les travaux de mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public.*

*La ville prépare un AD'AP communal qui comprend un diagnostic des bâtiments et un échéancier des travaux à réaliser sur 3 périodes de 3 ans.*

*Compte tenu du montant des travaux et des difficultés techniques et financières pour leur réalisation, il est demandé un report de la date de dépôt de l'AD'AP fixée initialement au 27 septembre 2015.*

*Cette possibilité est donnée par l'arrêté du 27 avril 2015 qui stipule que la demande doit être formulée avant le 26 juin 2015 auprès du Préfet.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,*

*Vu l'ordonnance n°2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,*

*Vu l'arrêté du 27 avril 2015 relatif aux conditions d'octroi d'une ou deux périodes supplémentaires et à la demande de prorogation des délais de dépôt et d'exécution pour les agendas d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public,*

*Vu l'avis de la commission « Urbanisme et Habitat » du 22 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*SOLLICITE le report de la date de dépôt de l'AD'AP,*

*AUTORISE M. le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

<b>14 - Approbation de la convention spéciale de déversement d'eaux usées autres que domestiques, par la société EURIAL SA, dans le réseau public d'assainissement</b>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, informe l'assemblée que la société EURIAL SA exploite un établissement en zone industrielle, rue Henri Barbusse. L'activité de cet établissement consiste en une unité de réception et de transformation du lait, activité qui fait l'objet d'une installation classée pour la protection de l'environnement.

En l'absence d'installations adéquates permettant un traitement suffisant de ses eaux résiduelles, l'établissement est autorisé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, à déverser ses rejets dans le réseau collectif d'assainissement par convention passée avec la commune de Crest, la SDEI et la communauté de communes en charge de la station d'épuration du Crestois.

La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié les rapports entre l'établissement raccordé au réseau public de collecte et la collectivité et renforcé les sanctions en cas d'absence d'autorisation de déversement.

Par arrêté n° 2014-730 du 12 juin 2015, la société EURIAL SA a été autorisée à déverser ses eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de la commune.

Afin d'être en conformité avec la loi, il convient d'établir une convention avec l'industriel, la CCCPS compétente en matière de traitement des eaux usées et la SDEI – Lyonnaise des Eaux, exploitant le réseau d'assainissement et la STEP.

Cette convention précise les modalités juridiques, techniques et financières du déversement sans déroger aux dispositions législatives et réglementaires d'ordre public. Elle garantit ainsi une meilleure sécurité juridique pour l'établissement, la sécurité environnementale pour le milieu récepteur, une meilleure gestion des incidents et des opérations de maintenance, la visibilité quant à l'évolution de l'activité en temps réel. Enfin, elle renforce la relation de confiance entre les différents partenaires.

Monsieur le Maire, annonce que l'enjeu auquel la commune doit répondre est celui de la relation entre EURIAL et la station d'assainissement. Il y a un certains nombre de sujets qui vont être réglés dans des réponses à la fois bienvenues en terme de respect de l'environnement et de gestion de la station d'épuration et bienvenues aussi au regard des enjeux économiques, du développement et des équilibres économiques de la coopérative laitière.

Yvan LOMBARD revient sur le fait qu'un arrêté a été signé le 12 juin 2015 autorisant EURIAL à déverser dans la station d'épuration, il précise qu'il y a une erreur dans la date dans le projet de délibération.

Il précise que la convention qu'on demande d'approuver et signée par Lyonnaise des Eaux, la commune Crest, la 3CPS et EURIAL.

Il indique que c'est un sujet qui préoccupe la commune depuis un certains temps, car EURIAL déverse beaucoup dans la station d'épuration et à l'heure d'aujourd'hui la commune est obligée de faire une convention surtout en fonction de la nouvelle DSP qui a été faite avec l'assainissement.

Il explique que cela coûtera à EURIAL. La commune, aura toujours les 0,61 cts par m3 versés, sachant que leur autorisation est de 165 m3 par jour, et de 400 Demande Chimique en Oxygène qu'ils peuvent rejeter et au delà ils paieront des pénalités ce qui ne se faisait pas jusqu'à aujourd'hui.

Michèle LENNON soulève le fait que EURIAL rejette de l'eau usée équivalent à 3000 habitants plus que Aouste. Le contrat étant à durée indéterminé si la station devenait trop petite, il y aurait des travaux à envisager. Elle demande ensuite comment les pénalités fonctionnent et de combien elles sont.

Yvan LOMBARD répond que la commune y travaille depuis 1 an, il y a des gros projets d'investissement de la part d'EURIAL. La commune pour la partie réseau et les pénalités s'appliqueront à partir du 1er juillet.

Les derniers résultats montrent qu'ils font des efforts, mais pour l'instant pas de dépôt de modification. La commune suggère de faire un bassin d'attente et qu'on verse correctement dans la station, pas tout au long de la journée mais une fois par jour afin de mieux pouvoir encadrer canaliser le déversement qui est du petit lait. Il précise que c'est la 2e entreprise crestoise.

Michèle LENNON, dit qu'il y a approbation d'une convention mais que la commune souhaite qu'il y ait des travaux de modification par rapport à la gestion de leurs déchets.

Alain BATÎE indique qu'il faudrait, selon lui, que l'entreprise EURIAL à long terme traite elle-même ses effluents, qu'ils sont solides et difficiles à traiter dans une station d'épuration de tout venant. Il serait mieux de les inciter et les aider à faire leur propre station d'épuration, et valoriser leurs effluents. Dans un premier volet de l'agenda 21, il avait été indiqué qu'on pourrait utiliser le petit lait, pour le méthaniser pour le transformer en énergie et que c'est sur cette voie là qu'il faudrait se diriger et ne pas déverser dans notre station d'épuration qui arrive à saturation.

Yvan LOMBARD leur répond que cette piste a été envisagée mais il pense qu'elle coûte trop chère. Cela représente une dépense de 170 000 euros par an pour l'entreprise.

Depuis la fermeture de l'entreprise de Tarare, l'unité de production sur Crest induit davantage de rejets qui arrivent à la station d'épuration.

Hervé MARITON précise qu'après la fermeture de Tarare il y a eu un renforcement de l'activité sur Crest dans un contexte compliqué sur le plan économique et sur le plan social.

Yvan LOMBARD indique que l'on a à affaire à un bureau d'étude méthodique mais que cela reste compliqué.

Alain BATÎE, dit qu'il aurait été plus raisonnable d'inscrire la convention avec une contraintes de temps et éviter à l'entreprise de s'installer dans cet état de fait.

Yvan LOMBARD répond qu'on est pas dans un état de fait et qu'il y a eu un gros travail depuis un an entre les différents partenaires. A partir du 1er juillet, si les normes sont dépassées, des pénalités seront appliquées et à partir du 1er août l'entreprise devra fournir les premiers éléments d'un engagement de travaux.

#### La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur informe l'assemblée que la société EURIAL SA exploite un établissement en zone industrielle, rue Henri Barbusse. L'activité de cet établissement consiste en une unité de réception et de transformation du lait, activité qui fait l'objet d'une installation classée pour la protection de l'environnement.*

*En l'absence d'installations adéquates permettant un traitement suffisant de ses eaux résiduaires, l'établissement est autorisé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999, à déverser ses rejets dans le réseau collectif d'assainissement par convention passée avec la commune de Crest, la SDEI et la communauté de communes en charge de la station d'épuration du Crestois.*

*La loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006 a modifié les rapports entre l'établissement raccordé au réseau public de collecte et la collectivité et renforcé les sanctions en cas d'absence d'autorisation de déversement.*

*Par arrêté n° 2014-730 du 12 juin 2015, la société EURIAL SA a été autorisée à déverser ses eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de la commune.*

*Afin d'être en conformité avec la loi, il convient d'établir une convention avec l'industriel, la CCCPS compétente en matière de traitement des eaux usées et la SDEI – Lyonnaise des Eaux,*

*exploitant le réseau d'assainissement et la STEP.*

*Cette convention précise les modalités juridiques, techniques et financières du déversement sans déroger aux dispositions législatives et réglementaires d'ordre public. Elle garantit ainsi une meilleure sécurité juridique pour l'établissement, la sécurité environnementale pour le milieu récepteur, une meilleure gestion des incidents et des opérations de maintenance, la visibilité quant à l'évolution de l'activité en temps réel. Enfin, elle renforce la relation de confiance entre les différents partenaires.*

*Le Conseil Municipal,*

*Vu la délibération du 7 décembre 1998 relative à la convention quadripartite conclue avec la Communauté de Communes du Crestois, l'Union Scoff et la SDEI pour le transfert des eaux résiduaires non domestiques de la SCOFF dans le réseau collectif d'assainissement,*

*Vu la délibération du 29 octobre 2004 relative à la convention quadripartite conclue avec la Communauté de Communes du Crestois, l'Union Scoff et la SDEI pour le transfert des eaux résiduaires non domestiques de la SCOFF dans le réseau collectif d'assainissement,*

*Vu le projet de convention spéciale de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement,*

*Considérant l'intérêt qu'il y a renouveler cette convention qui participe de la protection de l'environnement,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE le projet de convention spéciale de déversement d'eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement, avec la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, la société EURIAL SA et la Société de Distributions d'Eaux Intercommunales – Lyonnaise des Eaux, pour le transfert des eaux résiduaires non domestiques dans le réseau collectif d'assainissement de l'établissement exploité par la société.*

*AUTORISE M. le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 26 – POUR 25 – CONTRE 1 – Adoptée**

Monsieur le Maire demande s'il est possible de porter une voix différente de la sienne lors d'un vote de délibération en Conseil municipal.

Michèle LENNON dit qu'elle s'était concertée avec monsieur BOUIS, qu'il souhaite s'abstenir et qu'elle vote contre.

<b>15 - Eau potable : Fixation du montant de la part communale applicable aux collectivités consommatrices en gros</b>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, rappelle que la commune de Crest fournit de l'eau potable aux communes voisines de CHABRILLAN, DIVAJEU, EURRE, et VAUNAVEYS LA ROCHETTE depuis de nombreuses années, dans un esprit de solidarité tout en préservant les intérêts de Crestois. Un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable ayant été conclu avec « La Lyonnaise des Eaux SAS », applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, il convient en application de l'article 7.2 « vente d'eau en gros », d'actualiser le prix de vente du m<sup>3</sup> qui datait de septembre 2009. Ainsi, la part communale applicable au prix du m<sup>3</sup> d'eau vendu en gros à ces collectivités est fixée à 0,3894 € H.T. le m<sup>3</sup>.

La délibération est mise au vote :

*« La commune de Crest fournit de l'eau potable aux communes voisines d'EURRE, DIVAJEU et VAUNAVEYS, CHABRILLAN depuis de nombreuses années.*

*Un nouveau contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable ayant été conclu avec la SDEI, applicable à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015, il convient en application de l'article 7.2 « Vente d'eau en gros », d'actualiser le prix de vente du m<sup>3</sup>.*

*Une négociation avec les communes concernées a été menée afin de définir le niveau d'actualisation du prix qui datait de septembre 2009.*

*Aussi, il est proposé de fixer le montant de la part variable communale pour toutes les conventions à venir, à 0,3894 € H.T./m<sup>3</sup>,*

*Le Conseil municipal,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*FIXE la part communale applicable au prix de l'eau vendue aux collectivités consommatrices en gros à 0,3894 € H.T. le m<sup>3</sup>.*

*AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

#### **16 – Fourniture en eau potable de communes :**

- Convention tripartite avec la commune d'Eurre et la Lyonnaise des Eaux SAS**
- Convention tripartite avec la commune de Vaunaveys la Rochette et la Lyonnaise des Eaux SAS**
- Convention tripartite avec la commune de Divajeu et la Lyonnaise des Eaux SAS**
- Convention tripartite avec les communes de Chabrillan et Divajeu pour la fourniture en eau potable de Chabrillan**

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015. Le délégataire a été informé que la commune de Crest vend en gros à plusieurs communes alentour, de l'eau potable. Des conventions tripartites formalisent les conditions techniques et financières de ces ventes. Toutefois, du fait de l'échéance du précédent contrat d'affermage, elles cessent à sa date d'expiration.

Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, et en application de l'article 7.2. du contrat de délégation, il convient d'établir de nouvelles conventions avec ces communes.

D'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.

Les conventions établies d'un commun accord avec les parties concernées, pour une durée de 5 ans, comportent les clauses essentielles à son exécution, notamment le prix de vente.

Les 4 délibérations sont soumises au vote :

Convention tripartite avec la commune d'Eurre et la Lyonnaise des Eaux SAS :

*« Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*Le délégataire a été informé que la commune de Crest vend en gros à plusieurs communes alentour de l'eau potable. Des conventions tripartites formalisent les conditions techniques et financières de ces ventes. Toutefois, du fait de l'échéance du précédent contrat d'affermage, elles cessent à sa date d'expiration.*

*Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, et en application de l'article 7.2. du contrat de délégation, il convient d'établir de nouvelles conventions avec ces communes.*

*D'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.*

*Les conventions établies d'un commun accord avec les parties concernées, pour une durée de 5 ans, comportent les clauses essentielles à son exécution, notamment le prix de vente.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 fixant le tarif de la part communale pour la vente en gros,*

*Vu le projet de convention tripartite avec la commune d'EURRE et « La Lyonnaise des Eaux SAS » relative à la fourniture d'eau en gros,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE la convention tripartite avec la commune d'EURRE et « La Lyonnaises des Eaux SAS » pour la fourniture en eau en gros de ladite commune,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

**Convention tripartite avec la commune de Divajeu et la Lyonnaise des Eaux SAS :**

*« Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*Le délégataire a été informé que la commune de Crest vend en gros à plusieurs communes alentour de l'eau potable. Des conventions tripartites formalisent les conditions techniques et financières de ces ventes. Toutefois, du fait de l'échéance du précédent contrat d'affermage, elles cessent à sa date d'expiration.*

*Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, et en application de l'article 7.2. du contrat de délégation, il convient d'établir de nouvelles conventions avec ces communes.*

*D'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.*

*Les conventions établies d'un commun accord avec les parties concernées, d'une durée de 5 ans, comportent les clauses essentielles à son exécution, notamment le prix de vente.*

*« La Lyonnaise des Eaux SAS » a été consultée.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 fixant le tarif de la part communale pour la vente en gros,*

*Vu le projet de convention tripartite avec la commune de DIVAJEU et « La Lyonnaise des Eaux SAS » relative à la fourniture d'eau en gros,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE la convention tripartite avec la commune de DIVAJEU et « La Lyonnaises des Eaux SAS » pour la fourniture en eau en gros de ladite commune,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Convention tripartite avec la commune de Vaunaveys la Rochette et la Lyonnaises des Eaux SAS :

*«Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*Le délégataire a été informé que la commune de Crest vend en gros à plusieurs communes alentour de l'eau potable. Des conventions tripartites formalisent les conditions techniques et financières de ces ventes. Toutefois, du fait de l'échéance du précédent contrat d'affermage, elles cessent à sa date d'expiration.*

*Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, et en application de l'article 7.2. du contrat de délégation, il convient d'établir de nouvelles conventions avec ces communes.*

*D'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.*

*Les conventions établies d'un commun accord avec les parties concernées, d'une durée de 5 ans, comportent les clauses essentielles à son exécution, notamment le prix de vente.*

*« La Lyonnaise des Eaux SAS » a été consultée.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 fixant le tarif de la part communale pour la vente en gros,*

*Vu le projet de convention tripartite avec la commune de VAUNAVEYS LA ROCHETTE et « La Lyonnaise des Eaux SAS » relative à la fourniture d'eau en gros,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE la convention tripartite avec la commune de VAUNAVEYS LA ROCHETTE et « La Lyonnaises des Eaux SAS » pour la fourniture en eau en gros de ladite commune,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

Convention tripartite avec les communes de Chabrillan et Divajeu pour la fourniture en eau potable de Chabrillan :

*« Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à*



*compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*Le délégataire a été informé que la commune de Crest vend en gros à plusieurs communes alentour de l'eau potable. Des conventions tripartites formalisent les conditions techniques et financières de ces ventes. Toutefois, du fait de l'échéance du précédent contrat d'affermage, elles cessent à sa date d'expiration.*

*Aussi, afin d'assurer la continuité du service public, et en application de l'article 7.2. du contrat de délégation, il convient d'établir de nouvelles conventions avec ces communes.*

*D'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.*

*Les conventions établies d'un commun accord avec les parties concernées, comportent les clauses essentielles à son exécution, notamment le prix de vente.*

*L'alimentation en eau potable d'habitants excentrés de la commune de Chabrillan se faisant actuellement par le réseau communal de Divajeu, alimenté lui-même par la commune de Crest, une convention tripartie avec ces deux communes définira les modalités techniques et financières de cet approvisionnement en eau, pour lequel la Lyonnaise des Eaux SAS a émis un avis favorable.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la délibération du 26 juin 2015 fixant le tarif de la part communale pour la vente en gros,*

*Vu le projet de convention tripartite avec les communes de CHABRILLAN et DIVAJEU pour la fourniture en eau potable de CHABRILLAN,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE la convention tripartite avec les communes de CHABRILLAN et DIVAJEU pour la fourniture en eau de ladite commune,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

## **17 - Contrat de délégation de service public pour l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable : Avenant n° 1**

Yvan LOMBARD, rapporteur du dossier, rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.

L'article 7.2. du contrat de délégation du service public de distribution d'eau potable stipule que les ventes d'eau doivent faire l'objet d'un avenant au contrat.

Il indique aussi que d'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.

Toutefois, ces ventes d'eau devront faire l'objet d'un avenant au contrat de délégation.

Les conventions d'EURRE, DIVAJEU et VAUNAVEYS LA ROCHETTE prennent fin le 30 juin 2015. Aussi, pour ne pas interrompre la distribution d'eau potable et au regard de l'intérêt de cette mission de service public, il est proposé de signer un avenant au contrat de délégation, applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2015.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur rappelle à l'assemblée que par délibération du 18 mai 2015, la commune a confié l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS » à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*L'article 7.2. du contrat de délégation du service public de distribution d'eau potable stipule que les ventes d'eau doivent faire l'objet d'un avenant au contrat.*

*Il indique aussi que d'autres ventes d'eau à l'extérieur du périmètre de l'affermage pourront être conclues avec d'autres collectivités, un établissement public ou le cas échéant, un autre délégataire de service public.*

*Toutefois, ces ventes d'eau devront faire l'objet d'un avenant au contrat de délégation.*

*Les conventions d'EURRE, DIVAJEU et VAUNAVEYS LA ROCHETTE prennent fin le 30 juin 2015. Aussi, pour ne pas interrompre la distribution d'eau potable et au regard de l'intérêt de cette mission de service public, il est proposé de signer un avenant au contrat de délégation, applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2015.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu la délibération du 18 mai 2015 confiant l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable à la « Lyonnaise des Eaux SAS »*

*Vu le contrat de délégation et notamment l'article 7.2 « Vente d'eau en gros »,*

*Vu le projet d'avenant n° 1 au contrat de délégation du service public de distribution d'eau potable,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » en date du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE l'avenant n° 1 au contrat de délégation du service public de distribution d'eau potable, relatif à la vente d'eau en gros,*

*AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier. »*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

## **18 – Dénomination de voies communales quartier d'Arbelet et des Montchauds**

Béatrice REY, rapporteur du dossier, indique que la dénomination des voies communales est une mesure d'ordre et de police générale indispensable à la circulation et aux échanges.

Alors que de nombreuses voies sur Crest Sud et Crest Nord ont été dénommées, il est proposé de poursuivre cette opération sur les quartiers situés à l'Ouest de la commune, à savoir les quartiers d'Arbelet et des Montchauds.

La dénomination des voies communales, et principalement de celles à caractère de rue ou de place publique, est laissée au libre choix du conseil municipal.

Dans le prolongement des différentes dénominations des voies communales des quartiers de Crest Sud et Crest Nord, il est proposé de finaliser cette opération par les quartiers situés à l'Ouest de la commune, à savoir les quartiers d'Arbelet et des Montchauds.

Il est proposé de dénommer comme il suit les chemins :

- |                                                             |                          |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------|
| - Chemin rural n° 2 partie Sud                              | : Chemin d'Arbelet,      |
| - Chemin rural n° 2 partie Nord                             | : Chemin du Plateau,     |
| - Chemin d'exploitation n° 2                                | : Allée d'Arbelet,       |
| - Chemin rural n° 1                                         | : Impasse d'Arbelet,     |
| - Chemin rural n° 3                                         | : Chemin des Montchauds, |
| - Voie communale n° 13 et chemins d'exploitation n° 9 et 10 | : Chemin de Saleine,     |
| - Voie communale n° 13 et chemin rural n° 4                 | : Chemin de Sarailon.    |

Jean-Pierre POINT précise que la voie communale n°13 est coupée en deux parties, car il y a changement de noms au niveau du passage à gué.

Alain BATÎE signale que le choix des panneaux pour indiquer les chemins n'est pas très heureux.

Béatrice REY répond qu'à titre personnel, elle y voit une réelle amélioration.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur expose à l'assemblée que la dénomination des rues est une mesure d'ordre et de police qui, bien que non comprise dans la signalisation routière, répond aux dispositions de l'article L.113-1 du Code de la voirie routière qui reconnaît aux autorités nationales, départementales ou communales chargées de la voirie, le droit de placer par tous moyens appropriés, des indications ou signaux concernant, à titre quelconque, la circulation.*

*La dénomination des voies communales, et principalement de celles à caractère de rue ou de place*

*publique, est laissée au libre choix du conseil municipal.*

*Dans le prolongement des différentes dénominations des voies communales des quartiers de Crest Sud et Crest Nord, il est proposé de finaliser cette opération par les quartiers situés à l'Ouest de la commune, à savoir les quartiers d'Arbelet et des Montchauds.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2121-29,*

*Vu le Code de la voirie routière, et notamment l'article L.113-1,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Agriculture, Développement durable » du 19 juin 2015,*

*Vu la réunion de quartier organisée le 31 janvier 2015 et suite à la rencontre avec des riverains concernés par ces nouvelles dénominations,*

*Considérant l'intérêt de donner une dénomination officielle aux voies des quartiers précités au regard de l'enjeu de la qualité des adresses, tant pour la distribution du courrier, que pour les livraisons, ou l'accès des secours,*

*Après en avoir délibéré,*

*DECIDE de dénommer les voies suivantes :*

- |                                                             |                          |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------|
| - Chemin rural n° 2 partie Sud                              | : Chemin d'Arbelet,      |
| - Chemin rural n° 2 partie Nord                             | : Chemin du Plateau,     |
| - Chemin d'exploitation n° 2                                | : Allée d'Arbelet,       |
| - Chemin rural n° 1                                         | : Impasse d'Arbelet,     |
| - Chemin rural n° 3                                         | : Chemin des Montchauds, |
| - Voie communale n° 13 et chemins d'exploitation n° 9 et 10 | : Chemin de Saleine,     |
| - Voie communale n° 13 et chemin rural n° 4                 | : Chemin de Saraillon.   |

*Les crédits nécessaires à la couverture des frais de fourniture et de pose des plaques sont inscrits au budget primitif de la commune, article 606312. »*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

<b>19 - Déploiement du système d'alerte et d'information de la population (SAIP) : Conventions avec l'Etat et la DSDEN 26 relatives à l'installation de sirènes</b>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Béatrice REY, rapporteur du dossier, informe l'assemblée qu'un livre blanc sur la défense et la sécurité nationale fixe la stratégie française de défense et de sécurité nationale, affichant comme un objectif prioritaire la modernisation de l'alerte des populations.

Ainsi, il s'agit de doter les autorités de l'Etat et les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant » en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat.

Après un recensement national des sirènes et la détermination des besoins complémentaires, une cartographie des moyens existants a été diffusée.

Dans le cadre de la première délibération, l'Etat prendra en charge l'ensemble des coûts liés au raccordement des sirènes situées place du Champ de Mars et rue du Clocher afin de permettre leur déclenchement via l'application du Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP).

Une convention entre l'Etat et la commune fixe les obligations des parties dans le cadre de ce raccordement, ainsi que l'entretien ultérieur du système, gage de l'efficacité du fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

Dans le cadre de la seconde délibération, l'Etat prendra en charge l'ensemble des coûts liés à l'installation d'une nouvelle sirène sur la toiture de l'école Brassens, rue Jean Jaurès, et son raccordement au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP). La commune en sa qualité de propriétaire devra mettre en conformité l'installation électrique.

Une convention entre l'Etat, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Drôme (DSDEN 26) et la commune fixe les obligations des parties dans le cadre de cette installation, ainsi que l'entretien ultérieur du système, gage de l'efficacité du fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.

Les 2 délibérations sont mises au vote :

Convention avec l'Etat relatives au raccordement des sirènes implantées Place du Champ de Mars et rue du Clocher :

*« Le rapporteur informe l'assemblée qu'un livre blanc sur la défense et la sécurité nationale fixe la stratégie française de défense et de sécurité nationale, affichant comme un objectif prioritaire la modernisation de l'alerte des populations.*

*Ainsi, il s'agit de doter les autorités de l'Etat et les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant » en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat..*

*Après un recensement national des sirènes et la détermination des besoins complémentaires, une cartographie des moyens existants a été diffusée.*

*L'Etat prendra en charge l'ensemble des coûts liés au raccordement des sirènes situées place du Champ de Mars et rue du Clocher afin de permettre leur déclenchement via l'application du Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP).*

*Une convention entre l'Etat et la commune fixe les obligations des parties dans le cadre de ce raccordement, ainsi que l'entretien ultérieur du système, gage de l'efficacité du fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu le projet de convention avec l'Etat et la commune de Crest relative au raccordement d'une sirène étatique au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP),*

*Considérant l'intérêt de ce dispositif qui permet de fédérer les acteurs de la sécurité et de bénéficier des nouvelles technologies en matière d'information de la population, avec à l'avenir une possibilité d'alerter les possesseurs de téléphone portable par SMS, et ce par l'intermédiaire des opérateurs de téléphonie mobile,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE le projet de convention avec l'Etat et la commune de Crest relatif au raccordement d'une sirène étatique au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP),*

*AUTORISE M. le maire ou l'adjoint le représentant à signer les conventions à intervenir concernant les sirènes installées Place du Champ de Mars et rue du Clocher, ainsi que tout document relatif à ce dossier.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

#### Convention avec l'Etat et la DSDEN 26 relative à l'installation d'une sirène rue Jean Jaurès

*« Le rapporteur informe l'assemblée qu'un livre blanc sur la défense et la sécurité nationale fixe la stratégie française de défense et de sécurité nationale, affichant comme un objectif prioritaire la modernisation de l'alerte des populations.*

*Ainsi, il s'agit de doter les autorités de l'Etat et les communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant » en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'Etat.*

*Après un recensement national des sirènes et la détermination des besoins complémentaires, une cartographie des moyens existants a été diffusée.*

*L'Etat prendra en charge l'ensemble des coûts liés à l'installation d'une nouvelle sirène sur la toiture de l'école Brassens, rue Jean Jaurès, et son raccordement au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP). La commune en sa qualité de propriétaire devra mettre en conformité l'installation électrique.*

*Une convention entre l'Etat, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Drôme (DSDEN 26) et la commune fixe les obligations des parties dans le cadre de cette installation, ainsi que l'entretien ultérieur du système, gage de l'efficacité du fonctionnement de l'alerte et de l'information des populations.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu le projet de convention avec l'Etat, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Drôme (DSDEN 26) et la commune de Crest relative à l'installation d'une sirène rue Jean Jaurès et son raccordement au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP),*

*Considérant l'intérêt de ce dispositif qui permet de fédérer les acteurs de la sécurité et de bénéficier des nouvelles technologies en matière d'information de la population, avec à l'avenir une possibilité d'alerter les possesseurs de téléphone portable par SMS, et ce par l'intermédiaire des opérateurs de téléphonie mobile,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE le projet de convention avec l'Etat, la Direction des services départementaux de l'Education Nationale de la Drôme (DSDEN 26) et la commune de Crest relatif à l'installation d'une sirène et son raccordement au Système d'Alerte et d'Information de la Population (SAIP),*

*AUTORISE M. le maire ou l'adjoint le représentant à signer la convention à intervenir concernant l'installation d'une sirène dans les locaux de l'école Brassens, rue Jean Jaurès, ainsi que tout document relatif à ce dossier.»*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

<b>20 - Convention avec la Fédération départementale de la chasse (FDC) relative à la gestion du Chemin des Sétérées</b>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Béatrice REY, rapporteur du dossier, précise que depuis l'installation de la Fédération départementale de la Chasse, quartier Notre Dame des Oullières et l'accroissement de la circulation, la commune doit intervenir régulièrement pour reprendre les déformations de la chaussée, composée d'apports d'enrobés rabotés et compactés.

En outre, la présence de sources situées sur la parcelle cadastrée section ZH n° 019, appartenant à la FDC, contribue également à la détérioration de la couche de roulement en raison de la venue d'eaux de ruissellement.

Les échanges réguliers avec les représentants de la FDC ont permis de trouver un accord afin de garantir un accès correct durant toute l'année, tout en minimisant l'impact de l'entretien de la voirie. Ainsi, la FDC prendra en charge les travaux de canalisation de la source située sur sa propriété, et devra procéder à la mise en œuvre d'enrobé sur 250 m<sup>2</sup>, correspondant à la réalisation de plusieurs passages d'eaux pluviales, et ce, suivant un schéma de principe validé par la commune.

Au terme de ces travaux, et après la réception des ouvrages, les parties conviennent que l'entretien et la gestion des passages d'eaux pluviales, installés le long du Chemin des Sétérées, seront à la charge de la commune.

Une convention formalisera les engagements des parties.

Béatrice REY, précise que ce projet a la satisfaction des deux parties.

La délibération est soumise au vote :

*« Le rapporteur informe l'assemblée que le Chemin des Sétérées, pour la portion comprise entre la ferme JOUVET et la Fédération Départementale des Chasseurs (FDC) est en très mauvais état.*

*En effet, depuis l'installation de la FDC, et l'accroissement de la circulation, la commune doit intervenir régulièrement pour reprendre les déformations de la chaussée, composée d'apports*

*d'enrobés rabotés et compactés.*

*En outre, la présence de sources situées sur la parcelle cadastrée section ZH n° 019, appartenant à la FDC, contribue également à la détérioration de la couche de roulement en raison de la venue d'eaux de ruissellement.*

*Les échanges réguliers avec les représentants de la FDC ont permis de trouver un accord afin de garantir un accès correct durant toute l'année, tout en minimisant l'impact de l'entretien de la voirie.*

*Ainsi, la FDC prendra en charge les travaux de canalisation de la source située sur sa propriété, et devra procéder à la mise en œuvre d'enrobé sur 250 m², correspondant à la réalisation de plusieurs passages d'eaux pluviales, et ce, suivant un schéma de principe validé par la commune.*

*Au terme de ces travaux, et après la réception des ouvrages, les parties conviennent que l'entretien et la gestion des passages d'eaux pluviales, installés le long du Chemin des Sétérées, seront à la charge de la commune.*

*Une convention formalisera les engagements des parties.*

*Le Conseil municipal,*

*Vu le projet de convention relative à la gestion du Chemin des Sétérées,*

*Considérant que cette opération s'inscrit dans une démarche de protection contre les inondations,*

*Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » du 19 juin 2015,*

*Après en avoir délibéré,*

*APPROUVE le projet de convention relative à la gestion du Chemin des Sétérées,*

*AUTORISE M. le maire ou l'adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.»*

**VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité**

<b>21 - Personne communal : Modification du tableau des effectifs</b>
-----------------------------------------------------------------------

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, informe que depuis le début de l'année 2015 plusieurs mouvements ont eu lieu au niveau du personnel communal comme des évolutions des carrières, notamment par l'avancement de grade dans un cadre d'emploi ou au titre de la promotion interne, la réussite aux concours et examens professionnels, les départs de certains agents, nécessitent des réajustements et la mise à jour du tableau des effectifs tout en maintenant les emplois budgétaires, et en les adaptant au nouveau grade de l'agent et aux besoins de la collectivité.

Tout cela présenté au comité technique qui a donné un avis positif en date du 28 mai 2015.

Il a été décidé de supprimer au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

✓ un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles de 1<sup>ère</sup> classe (ATSEM) à temps complet,



- ✓ un poste de rédacteur territorial à temps complet,
- ✓ un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps complet (pour avancement de grade adjoint technique de 1ère classe).

Ces mêmes personnes ont bénéficié d'une promotion il a été décidé de créer au Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :

- ✓ un poste d' ATSEM principal de 2ème classe à temps complet,
- ✓ un poste de rédacteur principal 2ème classe à temps complet,
- ✓ un poste d' adjoint technique de 1ère classe à temps complet.

Par ailleurs au premier mai 2015, il est décidé de supprimer,

- ✓ un poste d'adjoint administratif de 2ème classe à temps complet (l'agent a été titularisé sur un poste de rédacteur principal de 2ème classe),
- ✓ un poste de technicien principal de 1ère classe à temps complet (l'agent a été titularisé sur un poste d'ingénieur),
- ✓ un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet (l'agent a été titularisé sur un poste de technicien).

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur rappelle à l'assemblée que l'organisation des services, les mouvements de personnel, l'évolution des carrières, notamment par l'avancement de grade dans un cadre d'emploi ou au titre de la promotion interne, la réussite aux concours et examens professionnels, les départs de certains agents, nécessitent des réajustements et la mise à jour du tableau des effectifs tout en maintenant les emplois budgétaires, et en les adaptant au nouveau grade de l'agent et aux besoins de la collectivité.*

*Le Conseil Municipal,*

*VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,  
VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*

*VU le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de Cabinet des autorités territoriales,*

*VU le tableau des effectifs approuvé par la délibération du 20 mars 2015,*

*VU l'avis du Comité technique en date du 28 mai 2015,*

*Sur proposition de M. Le Maire et après en avoir délibéré,*

*DECIDE de supprimer :*

*Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :*

- ✓ un poste d'Agent Territorial Spécialisé des Ecoles Maternelles de 1ère classe (ATSEM) à temps complet,
- ✓ un poste de rédacteur territorial à temps complet,
- ✓ un poste d'adjoint technique de 2ème classe à temps complet (pour avancement de grade adjoint technique de 1ère classe).

*Au 1<sup>er</sup> mai 2015 :*

- ✓ un poste d'adjoint administratif de 2ème classe à temps complet (l'agent a été titularisé sur un poste de rédacteur principal de 2ème classe),
- ✓ un poste de technicien principal de 1ère classe à temps complet (l'agent a été titularisé sur un

poste d'ingénieur),

✓ un poste d'agent de maîtrise principal à temps complet (l'agent a été titularisé sur un poste de technicien).

*DECIDE de créer :*

*Au 1<sup>er</sup> janvier 2015 :*

✓ un poste d'ATSEM principal de 2<sup>ème</sup> classe à temps complet,

✓ un poste de rédacteur principal 2<sup>ème</sup> classe à temps complet,

✓ un poste d'adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe à temps complet.

*APPROUVE le tableau des effectifs modifié.*

*Les crédits nécessaires ont été inscrits au budget annexe primitif 2015, chapitre 012, section de fonctionnement chapitre 64.*

*DONNE pouvoir au Maire ou son représentant pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération. »*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

<b>22 - Personnel communal : Mise à disposition d'un fonctionnaire territorial auprès du CCAS de Crest – Information de l'assemblée</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, informe l'assemblée délibérante qu'à l'occasion des départs de la directrice et d'un agent administratif du CCAS, l'organisation administrative de la structure a été revue et ajustée.

Ainsi, le directeur général des services de la ville exercera les fonctions de direction du CCAS dans le cadre d'une activité accessoire et sera assistée par un agent à temps complet du cadre d'emploi des rédacteurs territoriaux mis à disposition par la ville, dans le cadre de la mutualisation de services avec le CCAS, pour assurer des fonctions administratives, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2015 pour trois ans.

Cette information n'est pas soumise au vote.

<b>23 - Personnel communal : Convention avec le Centre de gestion de la FPT Drôme pour la mise à disposition d'un agent chargé de la fonction d'inspection (ACFI)</b>
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Gisèle CELLIER, rapporteur du dossier, expose à l'assemblée que les employeurs territoriaux sont responsables de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité dans leurs collectivités en application du décret n° 85-603 du 10/06/1985. L'autorité territoriale est également garante du respect de règles multiples. Ces textes contraignent les collectivités territoriales, au même titre que tout employeur, à organiser la prévention des risques professionnels et à assurer la sécurité au travail, afin de préserver la santé physique et mentale des agents. L'autorité territoriale dispose de l'appui technique des assistants de prévention (AP). Deux agents ont été nommés au sein de la collectivité, par arrêté du Maire, pour assurer les fonctions d'AP, à raison de 8 heures mensuelles chacun.

Il est aussi nécessaire d'avoir des agents chargés de mission d'inspection (ACFI). L'interlocuteur essentiel reste le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Le Centre départemental de gestion propose aux collectivités locales d'assurer la mission d'ACFI,

en mettant à disposition un professionnel de la prévention des risques du C.D.G., dans le cadre d'une convention.

Une convention qui nous liait à cet organisme arrive à son terme, il est donc nécessaire de la renouveler pour l'année 2015, pour 3 jours d'intervention.

Le tarif de la mise à disposition est fixé à 294,00 euros par jour pour l'année 2015

La reconduction ou toute modification du nombre de jours d'intervention ou du tarif fera l'objet d'un avenant si besoins est.

La délibération est mise au vote :

*« Le rapporteur expose à l'assemblée que les employeurs territoriaux sont responsables de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité dans leurs collectivités en application du décret n° 85-603 du 10/06/1985. L'autorité territoriale est également garante du respect de règles multiples, inscrites dans la partie IV du code du travail et rendues applicables aux collectivités locales par un renvoi du décret vers le code. Ces textes contraignent les collectivités territoriales, au même titre que tout employeur, à organiser la prévention des risques professionnels et à assurer la sécurité au travail, afin de préserver la santé physique et mentale des agents.*

*Dans l'exercice de ces missions, l'autorité territoriale dispose de l'appui technique des assistants de prévention (AP) et d'agents chargés de mission d'inspection (ACFI), l'interlocuteur essentiel restant le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT). Deux agents ont été nommés au sein de la collectivité, par arrêté du Maire, pour assurer les fonctions d'AP, à raison de 8 heures mensuelles chacun.*

*Le Centre départemental de gestion propose aux collectivités locales d'assurer la mission d'ACFI, en mettant à disposition un professionnel de la prévention des risques du C.D.G., dans le cadre d'une convention.*

*Le Conseil Municipal,*

*VU le Code du travail pour sa partie santé et sécurité au travail partie IV,*

*VU le décret n°85-603 du 10/06/85 modifié par le décret n° 2000-542 du 16/06/00, relatif à l'hygiène et à la sécurité au travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans de la fonction publique territoriale,*

*VU le décret n° 2001-1016 du 05/11/2001, portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévue par l'article L. 230-2 du code du travail et modifiant le code du travail,*

*VU le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) commun pour les services de la mairie, de la régie de la Tour et du CCAS,*

*VU la convention 2007-16 du Centre départemental de gestion, signée le 15/10/2007, et ses avenants, pour assurer la fonction d'inspection en matière d'hygiène et de sécurité au travail,*

*Sur proposition de Mr Le Maire et après en avoir délibéré,*

*DECIDE de signer une convention avec le Centre Départemental de Gestion pour la mise à*

*disposition d'un agent chargé de la fonction d'inspection qui intervient dans le cadre du CHSCT commun aux services de la mairie, de la régie de la Tour et du CCAS, à raison de 3 jours en 2015. DIT que le tarif de la mise à disposition est fixé à 294,00 euros par jour en 2015 et que la convention concerne l'année 2015.*

*PRECISE que sa reconduction ou toute modification du nombre de jours d'intervention ou du tarif fera l'objet d'un avenant.*

*AUTORISE M. le Maire ou son représentant à signer la convention de mise à disposition d'un ACFI ainsi que les avenants et tous documents se rapportant à la mise en œuvre de la réglementation d'hygiène et sécurité au sein de la collectivité.*

*Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la ville, section de fonctionnement, chapitre 012, sous chapitre 6218. »*

VOTANTS 29 – EXPRIMES 29 – POUR 29 – CONTRE 0 – Adoptée à l'unanimité

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire clôt la séance à 23h25 et donne la parole au public.

\*\_\*\_\*\_\*